

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n° 16, novembre-décembre 2007

AVANT-PROPOS	1
POLITIQUE INTÉRIEURE	
1. La réforme démocratique selon le 17 ^e congrès.....	2
2. L'Armée populaire de libération après le 17 ^e congrès.....	4
3. La démocratie interne à l'épreuve de l'histoire institutionnelle du Parti	7
4. Un embryon de démocratie participative dans le Gansu ?	8
5. Les think tanks chinois, conseillers du roi	10
ÉCONOMIE	
6. Le 17 ^e congrès : vers un nouveau modèle de croissance ?	12
7. Les IDE en Chine : une nouvelle approche de la part des autorités centrales ?	14
8. Les Français et la privatisation de l'eau en Chine.....	16
AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES	
9. Relations franco-chinoises : la rupture... avec l'Allemagne ?	19
10. Réajustements américains au Moyen-Orient : enfin une politique pragmatique	20
11. Chine-Russie-Inde : un triangle équi-bilatéral	22
12. Les manœuvres communes de l'Organisation de coopération de Shanghai.....	25
TAÏWAN	
13. Le 17 ^e congrès vu de Taïwan	27
14. Un accord de paix entre les deux rives, une proposition sérieuse ?.....	29
LA PRESSE DANS CE NUMÉRO	32



Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** est dirigé par François Godement et coédité par Mathieu Duchâtel et Michal Meidan. **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Ce bulletin est la seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise pour présenter les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoise, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Avant-propos

Ce numéro de China Analysis est le premier à comporter un résumé analytique des articles. C'est également le second numéro intégralement traduit en langue anglaise – avec un léger décalage chronologique, bien sûr. La revue continuera son évolution dans les prochains mois, pour plus de lisibilité sans renoncer à l'essentiel : être une fenêtre sur les analyses et débats importants en cours en Chine et dans le monde chinois.

Deux mois après la clôture du 17^e congrès, la direction chinoise donne l'image d'une formation réformiste mais prudente, procédant par petites touches pour accomplir la transformation économique de la Chine : cela semble être la marque de fabrique de Hu Jintao. Le 17^e congrès a appliqué des règles coutumières : la répartition des postes au Comité central entre les différentes institutions, l'application de la règle de la limite d'âge à 68 ans sans passe-droit, la sélection par la direction collective elle-même du Bureau politique et de son Comité permanent. Les congrès successifs, à partir du douzième (1982), démontrent toujours plus nettement une ambition : combler l'absence de mécanismes de désignation légaux et ouverts par un processus de sélection informel moins arbitraire et plus représentatif des équilibres administratifs et technocratiques.

L'augmentation du nombre de candidats excédentaires par rapport au nombre de postes à pourvoir au Comité central, la très longue phase d'incubation concernant la désignation des délégués au congrès se combinent ainsi avec l'opacité complète concernant la nomination des vingt-cinq dirigeants les plus importants. Le système évolue vers un mode autoritaire consultatif, dans lequel une technocratie-aristocratie (car les fils de hauts cadres sont extrêmement nombreux) filtre tous les débats politiques. Démocraties interne ou limitée à certains sujets prédéterminés coexistent avec des tensions plus fortes – pour ou contre des mécanismes démocratiques plus formels.

Il reste extraordinaire de constater à quel point la Chine d'outre-mer – naguère aiguillon de réforme et parfois de révolution – est aujourd'hui la première à défendre un statu quo jugé profitable. En témoigne, en été 2007, la « sortie » de Donald Tsang, chef de l'exécutif de Hong Kong, contre une « démocratie » assimilée à la... Révolution culturelle et de toute façon jugée inefficace. Ou les propos récents de Lee Kuan-yew, le senior minister singapourien, pour qui il y a régularisation et institutionnalisation du processus de sélection ou d'élection des dirigeants par le « gratin d'en haut » (« the top crowders »). Cette vision d'une institutionnalisation sans démocratie est évidemment un des horizons du régime : l'autre, c'est l'accentuation de mécanismes électoraux formels.

Comment ne pas contraster cette vision d'une curie chinoise aux débats feutrés avec les poussées de fièvre concernant la réception du dalaï-lama par Mme Merkel, ou surtout avec le refus d'accueillir l'escale à Hong Kong du porte-avions américain Kitty Hawk ? L'aller et retour du gouvernement chinois concernant l'Allemagne – des sanctions concernant les programmes de rencontres entre les deux pays, puis une déclaration du Premier ministre Wen circonscrivant le différend – et la gestion de crise de l'affaire du Kitty Hawk accréditent l'idée de tensions politiques importantes depuis le 17^e congrès. L'extrême difficulté avec laquelle le récent sommet sino-européen a produit un communiqué commun, ce qui est sans précédent, témoigne aussi à sa façon qu'aucun dirigeant, fût-ce le premier d'entre eux, n'a complètement les mains libres en matière de politique extérieure. Et de cela, bien sûr, rien n'a filtré au cours du 17^e congrès, censé refléter et arbitrer les orientations principales du parti dirigeant.

Mathieu Duchâtel et François Godement

POLITIQUE INTÉRIEURE

Au lendemain du 17^e congrès, Hu Jintao semble avoir consolidé sa position au sein du groupe dirigeant et de l'appareil militaire. Trois points ressortent de la feuille de route ambitieuse annoncée par le président chinois : l'insistance sur un modèle chinois de réforme démocratique graduelle, contrôlée, et visant une participation citoyenne plus développée ; la priorité à l'action sociale et à l'approche « scientifique » de l'action publique, à savoir la rationalisation des procédures administratives, législatives et décisionnelles.

La presse affirme l'existence d'un héritage de démocratie interne à travers la structure des organes décisionnels du Parti communiste chinois (PCC), et le recours croissant à des consultations avec des centres de recherche semble renforcer cette tendance. L'institutionnalisation de la participation du militaire dans la vie politique conforte l'idée d'un nouveau mode de gouvernance. Mais la question principale reste celle de la capacité du groupe dirigeant à mettre ses objectifs en application. Les analystes chinois énumèrent de nombreux défis, et la pratique, pourtant critère de la vérité, est en décalage relatif avec les discours, comme le montre le cas du droit accordé à la population du Gansu de suggérer des lois à l'assemblée provinciale.

1. La réforme démocratique selon le 17^e congrès

Synthèse commentée de Michal Meidan, d'après :

- Hu Shuli, « Un tournant historique pour la Chine », *Caijing*, 29 octobre 2007, éditorial (numéro spécial sur le 17^e congrès du Parti).
- Yu Keping, « Les percées de la réforme politique », *Caijing*, 29 octobre, p. 88-92.
- Chang Hongzhao, « Feuille de route pour une réforme politique progressive », *Caijing*, 29 octobre 2007, p. 96.
- Yang Zheyu, « Un résumé du “débat sur la troisième révolution” », *Caijing*, 29 octobre, p. 95.
- Ma Changbo, « Le nouveau discours politique », *Nanfang zhoumo*, 18 octobre 2007.
- « Une dictature autocratique ne peut qu'échouer », *Nanfang dushibao*, 16 novembre 2007.

Le 17^e congrès du Parti communiste chinois s'est terminé lundi 22 octobre avec la présentation du nouveau groupe dirigeant chinois : les neuf membres du nouveau Bureau politique sont Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao, Jia Qinglin et Li Changchun – les vétérans de ce Bureau politique, auxquels se sont joints Xi Jinping et Li Keqiang¹, He Guoqiang et Zhou Yongkang. La presse étrangère fait part de deux échecs majeurs de Hu au niveau de la composition du Bureau politique, à savoir le maintien du nombre de membres à neuf personnes, alors qu'il aurait voulu le réduire à sept, et la promotion de Xi Jinping à un niveau

hiérarchique plus élevé que Li Keqiang². Toutefois, la presse libérale en Chine s'attache essentiellement à l'analyse de la feuille de route présentée par le président chinois avant la clôture du congrès.

L'éditorial de Hu Shuli adopte une position assez favorable par rapport au contenu du discours énoncé par Hu Jintao au moment du congrès, tout en soulignant qu'il intervient à un moment critique dans l'histoire de la Chine (comparé également par les autres auteurs au 12^e congrès), d'où l'importance à la fois des déclarations concernant la direction dans laquelle les dirigeants chinois voudraient guider le pays, du niveau de cette nouvelle équipe, mais surtout, souligne-t-elle, de l'épreuve de la réalité, au-delà des discours. Tous nos auteurs mettent en avant l'engagement du président quant à la poursuite de la réforme politique et à la promotion de la démocratie au sein du Parti, dans un premier temps, et à son extension progressive dans un second temps. « À l'instar des réformes économiques, la réforme politique en Chine devrait être progressive et évoluer à plusieurs temps sur différents domaines », affirment Yu Keping et Chang Hongzhao. Dans un premier temps, donc, la réforme s'attachera à la promotion de la démocratie interne du Parti et de la démocratie à la base (« *grass root democracy* »). La poursuite de la réforme constitutionnelle et de la mise sur pied d'un État de droit figure également parmi les premières priorités énoncées par le gouvernement. De

1. Pour plus d'informations concernant la succession, voir les articles dans *China Analysis* n° 15.

2. Joseph Kahn, « Politburo Reshuffle is a Sign for China », *New York Times*, 22 octobre 2007, et Kent Ewing, « China, where the Dull Lead the Dynamic », *Asia Times*, 22 octobre 2007.

même, le contrôle et la limitation du pouvoir sont également débattus et soulignés comme un chantier essentiel de la réforme démocratique.

Pour ce faire, la Chine a publié au mois de novembre son premier Livre blanc sur la réforme politique. Ce Livre blanc – qui n'est pas une nouvelle initiative politique, comme le souligne *Nanfang dushibao* – recueille des initiatives et pratiques diverses, avec pour objectif de permettre une meilleure coordination avec les petits partis démocratiques au sein du système politique actuel et de renforcer leur position de supervision et de consultation. Alors qu'ils devraient exercer une fonction d'opposition et de contrôle sur le pouvoir du Parti communiste, ceci se fera sous son égide, et aucun partage de pouvoir entre les partis n'est envisagé actuellement. Si l'auteur souligne le nombre croissant de personnalités issues des partis démocratiques dans l'exercice du pouvoir en Chine comme dans les rangs les plus élevés du gouvernement central et des autorités locales, il reste vague à propos des modalités de participation de ces partis et de l'éventuelle création de nouvelles organisations politiques, et semble limiter le champ d'action de ces personnes à un rôle consultatif – et ce, semble-t-il, seulement sur sollicitation du gouvernement et du parti au pouvoir.

Les auteurs, et notamment Hu Shuli, notent toutefois l'équilibre et la complémentarité du groupe dirigeant actuel, composé de personnes mieux éduquées que leurs prédécesseurs, aux compétences et aux expériences de vie plus variées. Et c'est dans la presse étrangère qu'on remarque qu'elles représentent, de façon assez équilibrée, les trois factions principales de la vie politique chinoise.

La feuille de route énoncée par cette nouvelle direction promet un développement économique à la fois « *rapide et bon* » (又快又好, *youkuai youhao*). Cependant, notent les auteurs, il ne s'agit plus de promouvoir la « *croissance* », mais un « *développement* » dont les coûts liés à l'exploitation des ressources naturelles devraient être pris en charge, et qui doit mieux tenir compte des disparités économiques et des conflits sociaux. Le point le plus important qui a été relevé par nos auteurs, qui se sont toutefois concentrés sur les aspects politiques plutôt qu'économiques, est la promotion de

l'innovation technologique et la modification de la structure de la croissance économique. L'absence de réponse adéquate aux questions d'une concurrence plus équitable, des réformes du système budgétaire et de la réforme financière a toutefois été relevée par Yang Zheyu. Yu Keping revient donc sur les principaux chantiers politiques évoqués par Hu Jintao dans son discours du 21 octobre, et sur les premières questions qui, selon lui, devraient être traitées dans le court terme.

1. *L'amélioration de la démocratie à la base et l'accroissement de la participation directe dans la vie politique.*

L'action sur la démocratie à la base permettrait une familiarisation initiale avec les outils et les méthodes de la participation politique, garants de la stabilité sociale. Les questions qui se posent sont donc liées à la gestion de cette démocratisation par les cadres locaux ; aux relations entre ceux-ci et les organisations sociales ; et à celles entre les droits du peuple et ses responsabilités. De même, il faudrait réduire les pratiques frauduleuses et les pressions exercées lors des élections locales, augmenter la conscience politique de la population et se pencher sur la gestion des structures administratives à la base.

2. *La démocratie interne du Parti.*

Si la démocratie à la base permet d'étendre la participation politique du bas vers le haut, la démocratie interne du Parti permet d'élargir la participation politique à partir du centre du système politique vers sa périphérie. Cette réforme est étroitement liée aux acquis en termes de réformes du système des votes qui ont déjà été appliquées à l'occasion de la sélection des membres du 17^e congrès, avec une marge de vote de 10 % (c'est à dire qu'il y avait 10 % de plus de candidats que de membres ; la sélection a donc été faite par scrutin, sans toutefois que les listes soient rendues publiques), et en termes de réformes dans les mécanismes de prises de décisions, de contrôle et de supervision.

3. *Le système juridique : l'établissement d'un État de droit.*

Les failles du système juridique sont nombreuses selon Yu Keping : une intervention trop importante dans les procédures judiciaires par « *des individus* », une faible conscience populaire des outils juridiques, des procédures juridiques injustes liées

également à des pratiques protectionnistes sur le plan local, la qualité médiocre des juristes et, enfin, la « *légalisation progressive* » des intérêts de certains ministères ou départements administratifs. Afin d'approfondir la réforme du système juridique, il faut renforcer la constitution et l'autorité des juristes, perfectionner le système en le rendant plus « *scientifique* » et démocratique, et garantir son indépendance en réduisant l'ingérence administrative.

4. Une réforme du système de prise de décisions

« *La rationalité des procédures et la transparence des décisions touche non seulement à la gouvernance et à son efficacité, mais aussi à la stabilité sociale.* » La « *nature aléatoire* » (随意性, *suiyixing*) des prises de décisions est trop importante, estime Yu Keping, ce qui entraîne des erreurs et des changements de politiques³. Hormis la « *qualité des décideurs* » poursuit-il, le perfectionnement du système suppose de rendre public les décisions, d'instaurer un système d'évaluation et de sollicitation d'avis ainsi qu'une plus grande responsabilisation des cadres et une meilleure coordination entre départements et ministères. Les propos de Yu Keping ne sont toutefois pas trop critiques dans la mesure où le rapport du congrès met un accent sur ce besoin de transparence, d'ouverture, de consultation et de communication.

5. Un système de supervision et d'exercice du pouvoir par le peuple

Le système de contrôle et de supervision est un outil important pour enrayer la corruption, mais sa faiblesse actuelle en Chine donne lieu à une accumulation de pouvoir par les cadres. En Occident, les systèmes politiques multipartites, de contrepoids (« checks and balances »), et la gouvernance par la loi – un ensemble que le PCC a clairement réfuté (拒绝, *jujue*) – servent de garants contre la corruption. En Chine, il faudra limiter le pouvoir par une supervision du pouvoir par le peuple, mais aussi par le Parti⁴.

6. Amélioration de la gestion sociale, création d'une société harmonieuse

Bien que des progrès importants aient été enregistrés dans le système de gestion

3. Notre auteur ne fournit toutefois pas d'exemple.

4. Yu Keping n'élabore pas ses idées quant à cette supervision du Parti par lui-même.

sociale, la stabilité et la cohésion sociale doivent être renforcés par le biais d'un système d'aide social plus performant, l'amélioration de la sécurité publique, et un rôle plus important des associations civiles dans la vie sociale. Les communautés et le travail social pourraient également combler ce vide et permettre plus une plus grande marge d'autogestion au peuple.

7. Un gouvernement de services

Enfin, Yu Keping évoque la question de l'efficacité des services publics, la simplification des procédures administratives et la responsabilisation des cadres et officiels afin de rationaliser le système administratif.

Si ces points sont les premiers chantiers de la réforme politique identifiés par Yu Keping, il ne va pas très loin dans l'identification des mesures concrètes que le Parti serait susceptible d'adopter, et ne fait peut être qu'évoquer ce qui apparaît dans le rapport du congrès comme les composantes essentielles du travail du Parti communiste chinois dans les années à venir sur le terrain politique. Les sujets traités font toutefois preuve d'un plus grand souci d'ouverture et de transparence des pouvoirs publics, et de la volonté de soulever les problèmes et dans une moindre mesure de vanter des acquis. Or, comme dit Hu Shuli, la véritable épreuve du 17^e congrès est dans sa capacité à passer à l'acte, au-delà des discours.

2. L'Armée populaire de libération après le 17^e congrès

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel, d'après :

- « Une arrivée en force de nouveaux officiers au Comité central : un taux de remplacement de 58 % », *Yazhou shibao zaixian (atchinese.com)*, 22 octobre 2007.
- Ni Ershuo, « Ce qu'il faut savoir sur les nouveaux entrants à la commission militaire centrale », *Wenweibo*, 1^{er} novembre 2007.

L'approche du 17^e congrès a été l'occasion pour Hu Jintao de renforcer son contrôle sur l'Armée populaire de libération (APL) en renouvelant son personnel dirigeant. Sans qu'aucune nomination ne soit annoncée officiellement, dès septembre 2007 de nouveaux commandants en chef étaient en poste dans les sept régions militaires. Le

général Chen Bingde a quitté en août ou septembre la tête du département général de l'Équipement pour prendre ses nouvelles fonctions de chef d'état-major, et les commandants en chef de la marine (Wu Shengli) et de l'armée de l'air (Xu Qiliang) ont été nommés par Hu Jintao, respectivement en août 2006 et septembre 2007. Réputé faible dans l'armée après son élection retardée à la tête de la Commission militaire centrale (CMC) en septembre 2004, Hu Jintao a accru la loyauté envers lui des élites militaires par le biais de stratégies de nomination et de promotion, si bien qu'il apparaît aujourd'hui comme un patron incontesté de l'APL. L'essentiel de ce travail de renouvellement de la haute hiérarchie militaire a été accompli à partir de 2006. Au lendemain du 17^e congrès, il semblait achevé. Dès lors, le congrès a surtout été l'occasion de confirmer le poids politique de l'armée dans le Comité central et d'élire une nouvelle CMC.

L'élection au Comité central de 41 membres (sur 204) issus de l'APL confirme le poids essentiel des militaires dans le régime politique chinois et révèle le renouvellement rapide des élites militaires. Avec un cinquième des postes, l'armée conserve son « *droit de regard* » (發言權, *fayanquan*) sur les décisions politiques du Parti. Son poids relatif reste stable (20,1 %, contre 22,2 % dans le 16^e Comité central, qui ne comportait que 198 membres). Le taux de renouvellement des membres issus de l'APL est particulièrement élevé : 58,5 % des délégués élus au Comité central y font leur entrée, ce qui confirme la tendance du 16^e Comité central, qui avait accueilli 56,8 % de nouveaux officiers généraux. Ce taux élevé s'explique par une application sans passe-droits de la règle de la limite d'âge. Ainsi, la marine n'est pas représentée par son commissaire politique mais par son vice-commissaire politique, Hu Yanlin étant âgé de 64 ans. De même, son âge de 64 ans explique que Zhang Li soit le seul chef d'état-major adjoint à ne pas figurer sur la liste des délégués au Comité central. Bien entendu, la rotation rapide des officiers généraux s'explique par la mobilité des carrières militaires. Les postes faisant partie de la quarantaine de postes qui donnent accès au Comité central sont les plus prisés. Les généraux n'y accèdent qu'en fin de carrière, pour une durée réduite. En raison de

cette rotation rapide, l'armée possède davantage de pouvoir en tant qu'institution qu'en raison de ses individualités bien connectées au sommet du Parti.

Le 17^e congrès confirme une tendance à l'institutionnalisation des postes qui ouvrent l'accès au Comité central. Toute la strate supérieure de la hiérarchie militaire est représentée, à quelques exceptions près. Ainsi, en plus des deux vice-présidents de la CMC (Xu Caihou et Guo Boxiong), on trouve les directeurs des quatre départements généraux et leurs adjoints, les commandants en chef et les commissaires politiques de l'armée de l'air, de la marine, de la seconde artillerie, de la police armée du peuple et des sept régions militaires, ainsi que les directeurs et commissaires politiques de l'Université nationale de la défense et de l'Institut des sciences militaires. En outre, pour la deuxième fois, le commissaire politique de l'armée dans la région administrative spéciale (RAS) du Xinjiang, qui appartient à la région militaire de Lanzhou, et le commandant en chef de la RAS du Tibet, incluse dans la région militaire de Chengdu, sont élus au Comité central. Cette pratique souligne un effort d'institutionnalisation de la représentation de l'APL dans cette instance, et l'importance des régions de l'Ouest dans la nouvelle priorité antiterroriste définie par l'APL. Enfin, Liang Guanglie, qui devrait remplacer Cao Gangchuan au poste de ministre de la Défense après la première session plénière de la 11^e Assemblée nationale populaire, conserve sans surprise sa place au Comité central.

Le 17^e congrès a également été l'occasion d'élire la nouvelle Commission militaire centrale du PCC, la plus haute instance dirigeante de l'armée chinoise. Composée de onze membres, la CMC a été partiellement renouvelée. Si Hu Jintao en reste le président, il n'est plus entouré que de militaires, ce qui n'était pas le cas dans la configuration de la CMC de 1999 à 2004 dans laquelle, aux côtés de Jiang Zemin qui la dirigeait, Hu Jintao détenait le poste de vice-président, ce qui portait donc à deux le nombre de civils siégeant à l'instance de commandement suprême de l'APL⁵. Aujourd'hui, une incerti-

5. À partir du 12^e congrès de 1982, et jusqu'en 1992, la CMC comporte toujours des vice-présidents civils : Yang Shangkun (1982-1992), et Zhao Ziyang après le 13^e congrès et avant son éviction suite aux

tude subsiste sur la vice-présidence de la CMC. S'il est acquis que les généraux Guo Boxiong et Xu Caihou détiendront deux des trois postes, le troisième n'est pas encore attribué, si l'on en croit la base de données actualisée du *Quotidien du peuple*. Qui remplacera Cao Gangchuan ? Alors que Liang Guanglie lui succédera à la tête du ministère de la Défense, il n'a pas été nommé vice-président de la CMC alors même qu'il en était déjà membre en tant que chef d'état-major. Certaines questions restent donc en suspens : pourquoi retarder la nomination officielle du troisième vice-président ? La nomination d'un vice-président civil (Xi Jinping ou Li Keqiang) pour le préparer à la succession de Hu Jintao, sur le modèle de la nomination de Zhao Ziyang en novembre 1987 ou de Hu Jintao en septembre 1999, est-elle encore envisageable ?

L'article du *Wenweibo* n'évoque pas ces questions et se contente de commenter les nominations de trois nouveaux entrants, nominations que l'auteur de l'article interprète comme des signaux positifs du point de vue du processus de modernisation de l'APL : Wu Shengli, commandant en chef de la marine, Chang Wanquan, directeur du département général de l'armement, et Xu Qiliang, commandant en chef des forces aériennes. Ces deux derniers sont les premiers généraux nés après la fondation de la République populaire à accéder à la CMC. Ils représentent l'arrivée d'une nouvelle génération à la tête de l'APL.

Comme plusieurs commentateurs l'ont souligné, ces nominations reflètent la priorité accordée à la préparation de scénarios de conflits dans le détroit de Taïwan⁶. Liang Guanglie et Chen Bingde, le nouveau chef d'état-major, ont successivement commandé la région militaire de Nankin, qui fait face à Taïwan, dans les années 1990. Wu Shengli

événements de Tian'anmen. Du 14^e congrès au remaniement de septembre 1999 (nomination de Hu Jintao), Jiang Zemin, qui préside la CMC, n'est entouré que de généraux. Pour plus d'informations sur l'histoire de la CMC, se référer à Nan Li, « The Central Military Commission and Military Policy in China », in James Mulvenon et Andrew Yang (éd.), *The People's Liberation Army as Organisation*, RAND Corporation, 2002, p. 45-94.

6. Voir par exemple David Hague, « China Promotes Military Officers Experienced in Taiwan Affairs », *International Herald Tribune*, 9 octobre 2007.

a commandé une base dans le Fujian avant d'accéder aux postes de commandant en chef adjoint de la flotte orientale puis de commandant en chef de la flotte du Sud. Xu Qiliang a commandé une division de l'armée de l'air à Shanghai. À la CMC, quatre généraux sur dix disposent d'une expérience directe de la préparation, de l'organisation et du commandement d'exercices relatifs au scénario taïwanais. Ces expériences opérationnelles en font de bons connaisseurs des principes stratégiques et des concepts opérationnels de l'APL vis-à-vis de Taïwan. De manière plus générale, ils représentent l'avant-garde de l'évolution de l'APL en armée capable de mener des opérations conjointes dans des conditions de maîtrise des technologies de l'information. Une curiosité à noter, enfin, Xu Qiliang a commandé les unités chinoises engagées dans les exercices conjoints « mission de paix 2007 » de l'Organisation de coopération de Shanghai⁷. Cette expérience met l'accent sur les capacités de projection, les opérations conjointes entre les forces terrestres et aériennes, et la lutte contre des groupes armés sur des terrains hostiles.

Le *Wenweibo* s'attache ensuite à démontrer le grand professionnalisme des nouveaux entrants en insistant sur la séparation croissante entre le politique et le militaire, qui s'incarne dans leur nomination. D'abord parce qu'aucun d'entre eux n'appartient à une faction, ni à celle de la Ligue de la jeunesse communiste ni à la « faction des princes » (les fils de haut dirigeants du Parti). Ils ne doivent donc leur promotion qu'à leurs qualités propres⁸. En outre, contrairement à la situation qui prévalait à l'issue du 16^e congrès, aucun général de la CMC n'occupera de fonctions au secrétariat du Parti, comme c'était le cas de Xu Caihou jusqu'au 17^e congrès. Ces fonctions l'astreignaient à passer au moins une journée par semaine à communiquer et travailler conjointement avec d'autres institutions de Zhongnanhai. À l'issue de ce 17^e congrès, il a été décidé que les membres de la CMC ne

7. Voir dans ce numéro Mathieu Duchâtel, « Les manœuvres communes de l'Organisation de coopération de Shanghai ».

8. L'insistance du *Wenweibo*, qui peut surprendre, sur l'absence d'appartenance factionnelle des généraux nommés à la CMC s'explique par un détail : certains commentateurs auraient cru, par erreur, que Xu Qiliang était le fils de Xu Lefu, qui fut le commissaire politique adjoint de l'armée de l'air.

cumuleraient plus leurs tâches de conception et d'application de la politique militaire avec d'autres fonctions. La modernisation de l'APL se traduit par une moindre intervention du militaire dans le politique et du politique dans le militaire. Mais avec le maintien du système des commissaires politiques et la présence en nombre d'officiers généraux au Comité central, le rôle politique de l'armée reste une particularité du régime chinois.

3. La démocratie interne à l'épreuve de l'histoire institutionnelle du Parti

Synthèse commentée d'Antoine Richard, d'après :
– Zhang Ye, « Pour une vision historique des changements survenus à l'intérieur des organes centraux du Parti communiste chinois », *Nanfang zhoumo*, 11 octobre 2007.

À la veille de l'ouverture du 17^e congrès, le journaliste du *Nanfang zhoumo*, Zhang Ye, revient sur les changements qui se sont opérés au cours des années dans les organes décisionnels du Parti communiste chinois (PCC). Pour établir (ou rétablir) une trame historique entre ces changements, il décide d'interroger trois universitaires : le professeur Shi Zhongquan, directeur adjoint du département de recherches historiques du PCC, le professeur Zhang Shujun, directeur de l'Institut de recherche sur l'histoire du PCC au sein de l'École centrale du Parti, et enfin le professeur Gao Xinming, professeur au Centre de recherche de l'histoire du développement du PCC à l'École centrale du Parti.

Il est intéressant, pour commencer, de relever trois points. Tout d'abord, l'article cherche à caractériser les organes centraux du PCC (le secrétaire général du PCC, le secrétariat du Comité central du PCC, le Bureau politique du PCC et enfin le congrès), ce qui introduit la question de savoir si le public chinois méconnaît le pouvoir en place et les instances qui le représentent. Ensuite, le journaliste, en essayant de replacer historiquement l'évolution des organes du PCC, entend leur donner non seulement une légitimité, mais aussi une cohérence... malgré les remous de l'histoire chinoise. Enfin, il met en avant le rôle et la définition même du poste de secrétaire général, biais important pour l'histoire officielle du PCC et pour la

question de l'exercice du pouvoir en Chine. Certes, dans cet article fleuve sur les grandes instances du PCC on ne mentionne jamais la Commission militaire centrale du PCC, qui, est pourtant un organe décisionnel essentiel.

À la lecture de cet article, on peut également remarquer l'importance qu'accorde son auteur à deux autres points particulièrement intéressants : la limite d'âge fixée par Deng Xiaoping lors du 12^e congrès, en 1982, et la question de savoir si le secrétaire général du PCC doit ou non être considéré comme le personnage politique le plus important dans la galaxie communiste chinoise.

Le journaliste du *Nanfang zhoumo* et deux des universitaires interrogés commentent avec insistance la réforme de la limite d'âge – fixée à 68 ans et imposée par Deng Xiaoping en 1982 –, car celle-ci a engendré un renouvellement complet de la classe dirigeante chinoise en moins de vingt-cinq ans. Ainsi, lors du congrès de 1982, 211 des 348 délégués étaient des nouveaux venus, parmi lesquels se trouvaient les futurs dirigeants de la Chine comme Jiang Zemin, Li Peng ou encore Hu Jintao, alors âgé de 39 ans. C'est en outre à propos de ce congrès que le professeur Shi Zhongquan peut confirmer, de façon étrangement analogique néanmoins, l'existence d'une démocratie interne au Parti car « *s'il n'y en avait pas, à quoi cela servirait-il de réunir tant de délégués tous les cinq ans ?* » L'article s'épanche également sur la fonction, la place dans l'organigramme et les pouvoirs du secrétaire général du PCC (总书记, *zongshuji*) autour des deux questions suivantes : pourquoi le secrétaire général a-t-il été défini comme l'homme le plus puissant du régime lors du 1^{er} congrès en 1921 ? Cela signifie-t-il alors que le poste de président du Parti (党中央主席, *dang zhongyang zhuxi*) n'a jamais eu d'importance ?

Tout d'abord, comme le rappelle le professeur Gao Xinming, lors du 1^{er} congrès du Parti, en juillet 1921, il n'y avait que douze délégués, qui représentaient cinquante membres répartis sur toute la Chine⁹. À cette époque, il fut décidé de créer avant tout un Bureau politique, dont le premier

9. Contre 2 200 délégués aujourd'hui, qui représentent 73 363 millions de membres.

secrétaire fut Chen Duxiu, afin de faciliter la diffusion des doctrines communistes. Lors des 2^e et 3^e congrès un Comité central fut créé, mais à la suite de la progression des compétences de Chen Duxiu et de l'augmentation de ses attributions, il fut décidé de le nommer « secrétaire général du PCC ». Le terme de *secrétaire* (书记 *shuji*) – mot qualifiant à cette époque le petit personnel en bas de l'échelle – fut choisi en toute connaissance de cause par le Parti pour désigner son plus haut dignitaire, afin d'exprimer la volonté de ses dirigeants de casser les mentalités et de se distinguer du Kuomintang (KMT).

Concernant la question des rapports entre le secrétaire général et le président du Parti, les réponses sont historiquement imprécises. Ainsi, pour le professeur Shi, le poste de secrétaire général du Parti n'a été occupé que pendant deux périodes depuis la création de la République populaire de Chine. Si ces deux périodes sont inégales dans le temps et dans les attributions dévolues au secrétaire général, elles ont néanmoins pour point commun de démontrer que celui-ci n'était pas le personnage le plus important du Parti, qui venait alors dans la hiérarchie du Parti derrière le président ; c'est d'ailleurs le poste qu'occupait toute sa vie Mao Zedong. Le premier secrétaire général du PCC fut Deng Xiaoping, qui occupa ce poste depuis le rétablissement du secrétariat général lors du 1^{er} plénum du 8^e congrès, en 1956, jusqu'au lancement de la Révolution culturelle en 1966. Le second fut Hu Yaobang, qui devint secrétaire général en février 1980, à la suite du 5^e plénum du 11^e congrès, et le resta jusqu'à son éviction en janvier 1987. Après avoir remplacé Hua Guofeng au poste de président du Parti en 1981, Yu Yaobang cumule les deux fonctions, bien que ce soit Deng Xiaoping qui pilote les réformes de sa position de président de la Commission militaire centrale. Le cumul de la présidence et du secrétariat général aboutit finalement, en 1982, à la situation actuelle, avec la suppression du poste de président du Parti. Mais, précise le professeur Shi, bien que le poste de secrétaire général soit désormais le plus important du régime, son occupation est limitée à deux mandats... Son pouvoir est donc fragilisé et celui du congrès – lieu où s'exprime la démocratie interne au Parti – s'en trouve grandi.

4. Un embryon de démocratie participative dans le Gansu ?

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après :

– Han Yong, « Les instances législatives du Gansu instaurent un droit de proposition de loi pour les citoyens », *Zhongguo xinwen zhoukan*, 19 octobre 2007.

– « Zhang Youliang : l'expérience indirecte de la démocratie directe », *Zhongguo xinwen zhoukan*, 19 octobre 2007.

Poursuivant les objectifs affichés par le tandem Hu-Wen de mettre en place une « société harmonieuse¹⁰ » (和谐社会, *hexie shehui*), un groupe de rédacteurs dépendant de l'assemblée provinciale du Gansu a rédigé le 27 septembre 2007 un projet de réglementation locale d'après lequel les citoyens ordinaires auraient le droit de suggérer de nouvelles lois aux instances législatives locales. Si les instigateurs du projet entendaient répondre à leur manière aux objectifs des dirigeants¹¹ en proposant une « participation citoyenne » accrue dans le cadre législatif, la concrétisation de leur projet se heurte en réalité à des considérations idéologiques et pratiques qui démontrent la fragilité des concepts défendus.

Deux personnalités locales sont à l'origine de ce projet : Xu Hui et Zhang Youliang. Mme Xu Hui, professeure d'économie à l'université de Lanzhou, s'était fait connaître des instances législatives de la province du Gansu en septembre 2002 en répondant en tant que simple citoyenne à une sollicitation des autorités, qui préparaient un projet de loi sur la prévention de la pollution de l'eau sur la partie du Gansu traversée par le fleuve Jaune. Ses suggestions avaient été appréciées et débattues, mais les contraintes financières et techniques qui pesaient sur la province n'avaient pas permis d'adopter le projet de loi en question.

10. Cf. Michal Meidan, « Limiter le contrôle de l'État mais accroître les instances de contrôle », *China Analysis*, n°10, novembre 2006.

11. Cf. le discours de Hu Jintao, lors du 17^e congrès du PCC, qui rejette le modèle occidental de démocratie parlementaire mais appelle à un élargissement de la « démocratie socialiste » et à un renforcement de la « participation des citoyens ». Ce concept n'est pas nouveau, Jiang Zemin avait déjà appelé à « élargir la participation ordonnée des citoyens aux affaires politiques ».

M. Zhang, professeur de droit à l'université des technologies de Lanzhou, dirige l'équipe de rédaction du projet de réglementation. Ses travaux de recherche portent sur la participation citoyenne. C'est lui qui a souhaité inclure dans ce « *projet de réglementation du processus législatif* » la possibilité pour les citoyens de présenter « *directement* » au Comité permanent leurs suggestions. Il considère en effet que c'est « *le sens qui doit être donné au concept de société harmonieuse* », qui promeut « *l'esprit de la participation citoyenne* » (公民参与的精神, *gongmin canyu de jingshen*).

Concrètement, ce « *projet de réglementation du processus législatif de l'assemblée provinciale du Gansu et de son Comité permanent* » prévoit, dans son article 4, que « *les organisations, les entreprises, les groupements communautaires et les citoyens peuvent soumettre leurs suggestions en matière législative aux représentants permanents de l'assemblée provinciale, soit directement soit par l'intermédiaire des députés qui les représentent, des comités spécialisés ou des groupes de travail du Comité permanent* ».

Ce serait la première fois qu'un tel « *droit de suggestion législatif* » (立法建议的权力, *lifajianyi de quanli*) auprès du Comité permanent d'une assemblée provinciale est accordé à des citoyens ordinaires. Autrefois, ceux-ci ne participaient au processus législatif qu'après avoir été sollicités. Yang Xingchang, directeur du comité législatif au sein du comité permanent de l'assemblée provinciale du Gansu, souligne qu'il s'agit bien ici d'un droit de suggestion (提议权, *tiyi quan*) et pas d'une « *proposition de loi* » (提案权, *tianquan*), laquelle obéit à une procédure stricte. Les propositions de loi peuvent en effet être présentées seulement par le comité qui préside l'assemblée provinciale, par le comité des membres permanents de cette assemblée, par un comité spécialisé, par le gouvernement provincial, par une délégation ou par des groupes comprenant plus de dix députés. Yang Xingchang estime qu'avec ce droit de suggestion, « *la voie de la volonté citoyenne est [désormais] plus dégagée* ».

Zhang Youliang défend son projet. Selon lui, il est désormais possible d'accorder aux citoyens ce droit de suggestion car deux conditions sont réunies : la « *conscience*

participative des citoyens », qui « *ne cesse de se réveiller* », et un accès plus libre à l'information, qui n'est plus « *monopolisée par l'État* » mais est « *partagée par tous* ».

Ces deux aspects énoncés, Zhang Youliang reconnaît cependant les limites de son projet. Le « *droit de suggestion* » des citoyens demeure a priori « *purement formel* » en l'état actuel car rien n'est encore décidé sur ses modalités de mise en œuvre, c'est-à-dire les modalités concrètes d'expression des citoyens (les prises de paroles ; sous quelles formes ; quelles en seraient les conséquences). À l'heure actuelle, ceux-ci ne sont pas autorisés à assister en tant qu'auditeurs aux délibérations et débats autour des projets de loi. M. Zhang souhaiterait donc que le projet ait un contenu plus concret et n'en reste pas à cet état formel. Il admet également qu'il suscite de vifs mécontentements, sans donner plus de précision, et pense qu'il est possible que son projet « *ne soit pas adopté* » par l'Assemblée nationale du peuple, dont il déplore le fonctionnement « *en circuit fermé* » et le manque d'ouverture.

Bien que Yang Xingchang ait bien accueilli ce projet, il s'interroge sur ses conditions de maturité. Il se demande si les citoyens vont l'accueillir avec « *suffisamment d'enthousiasme* » et si leurs suggestions seront de bonne qualité. C'est pourquoi il préconise d'ouvrir « *cette voie* » à la participation citoyenne, mais « *pas trop* ».

Cette réflexion illustre le décalage existant entre, d'une part, l'effet d'annonce du discours officiel d'un parti qui par cette ouverture à la « *participation citoyenne* » cherche à reconquérir sa légitimité et à maintenir une stabilité sociale malmenée par des problèmes croissants (chômage, pollution, corruption, condition des paysans...), et d'autre part les difficultés que pose la concrétisation de ce type de projet, qui, si elle était effective, risquerait d'entraîner une perte de contrôle du PCC sur la société. Les difficultés qui sous-tendent la mise en œuvre de ce projet ne sont donc pas surprenantes et illustrent au niveau local la difficulté, pour le PCC, de moderniser son mode de gouvernance¹² et de savoir jusqu'où il peut élargir la participation citoyenne sans être menacé.

12. Cf. Benoît Vermander, *Chine brune, Chine verte ? Les dilemmes de l'État-Parti*, p.155-166.

5. Les think tanks chinois, conseillers du roi

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

– Ma Changbo, « Une enquête sur les centres de recherche officiels en Chine », *Nanfang zhoumo*, 11 octobre 2007.

L'article du *Nanfang zhoumo*, publié à la veille du 17^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), tente d'éclairer le monde « à la fois connu et obscur » des centres de recherche officiels chinois et leur influence sur la prise des décisions en Chine. Dans le contexte d'une volonté affichée par les dirigeants chinois de rendre les prises de décisions plus « scientifiques et démocratiques¹³ », l'enquête effectuée par le *Nanfang Zhoumo* sert à faire le point sur l'évolution et l'institutionnalisation des relations entre les décideurs et le monde de la recherche en Chine.

Il trace le portrait des think tanks chinois les plus réputés et identifie leurs modes d'interaction avec les décideurs ainsi que les différents canaux dont ils disposent pour faire connaître leur avis : colloques, réunions de réflexion, rapports, articles et rencontres personnelles à l'initiative des dirigeants. À travers ce tableau que dresse l'auteur, on discerne une relation qui tient autant à l'importance de l'institut de recherche qu'aux affinités personnelles entre un dirigeant et un expert.

Ma distingue deux types de centres de recherche : le premier est le lieu de formation des cadres, dont notamment l'École centrale du Parti et l'École des études administratives, qui servent de plateforme de rencontres et d'échanges entre dirigeants venus de différentes provinces et experts.

Si l'école du Parti sert clairement de guide, de conseil et de formation dans le domaine idéologique, il n'est pas étonnant de voir les journalistes se ruer sur ceux qui y enseignent pour recueillir leurs commentaires, notamment au moment des congrès du Parti ou avant des déclarations politiques importantes. Le va-et-vient entre cadres du Parti et professeurs de l'école fait que ces

derniers, qui participent souvent à la rédaction des textes, s'avèrent des sources fiables pour discerner les tendances. L'agence de presse officielle Xinhua a notamment relevé l'importance du discours de Hu Jintao à l'École centrale du Parti, le 25 juin 2007, comme indicateur de la ligne politique adoptée par le 17^e congrès¹⁴.

L'École des études administrative (国家行政学院, *guojia xingzheng xueyuan*) intervient également dans la rédaction des textes et dans la recherche sur les grands chantiers de la réforme politique ou économique. Elle a, par exemple, accompli récemment une étude sur le système de sécurité sociale qui sera soumise au conseil d'État. Elle fournit en moyenne deux études par an, issues d'une réunion de travail regroupant les ministres, vice-ministres ou responsables locaux dans la matière en question. Les groupes de travail communiquent ensuite un rapport au Conseil d'État ; cette communication est suivie d'une discussion informelle entre dirigeants du Conseil d'État et chercheurs autour des conclusions de ces travaux. Le Conseil d'État peut par la suite prononcer un discours sur le sujet, et c'est en fonction de « l'esprit de ce discours » et des résultats du groupe de travail qu'un groupe ministériel se réunit pour effectuer des améliorations dans le texte. Enfin, ce texte est soumis à l'approbation du Conseil d'État.

L'École d'études administratives a ainsi accompli en 1998 des projets de recherche sur la réforme et la supervision du système bancaire, en 2000 c'était la mise en application de la politique du « développement du Grand Ouest » (西部开发, *xibu kaifa*). Cette année, les deux réunions ont été liées aux questions de gestion sociale et de sécurité sociale. L'École centrale du Parti procéderait de la même manière, mais sur des sujets d'un autre registre.

Les centres de recherche dépendant directement du Conseil d'État, comme l'Académie chinoise des sciences et l'Académie chinoise des sciences sociales (CAS et CASS) ou le puissant Centre de recherche macroéconomique de la National Develop-

13. Voir Michal Meidan, « La réforme démocratique selon le 17^e congrès », dans ce numéro.

14. Voir Michal Meidan, « Le débat démocratique n'est plus étouffé », *China Analysis* n° 14, juillet-août 2007.

ment and Reform Commission (NDRC), fournissent de l'ordre de 300 à 400 études par an. Ils sont également impliqués dans la recherche et la rédaction de textes pour les plans quinquennaux et pour des réglementations administratives, plutôt dans le domaine de l'économie, alors que les écoles participent à l'élaboration des discours des congrès du Parti ou des plénums.

Quelles sont les voies de communication et d'influence ? L'auteur relève de multiples modes de communication entre les institutions et les décideurs, en premier lieu les études « commandées » par les dirigeants, parfois même payantes. Les rapports peuvent traiter de sujets transversaux comme la régulation macroéconomique ou la gestion sociale, ou de questions plus pointues relevant du domaine des compétences des experts, qui sont parfois amenés à intervenir en entreprise pour appuyer la mise en application d'une initiative politique. La majorité des projets s'étendent sur une certaine durée, notamment les recherches préparatoires pour les plans quinquennaux entrepris par les instituts de recherche de la NDRC, d'autres peuvent être plus courts ou même de nature urgente, comme c'était le cas lors de la crise asiatique ou des événements du 11-Septembre.

Ensuite, les experts ont des publications « internes » à leur disposition pour faire passer des messages. Ces rapports ne sont pas forcément commandités par les pouvoirs publics mais sont souvent lus par les dirigeants, ces derniers pouvant par la suite être à l'initiative d'une rencontre personnelle avec un expert. De même, rapporte l'auteur de l'article, les travaux de certains chercheurs sont parfois suivis par un officiel ou son secrétaire qui demande de recevoir les travaux internes dès leur publication.

Mais le mode d'influence le plus directe des experts reste les rencontres personnelles, en marge de conférences ou de colloques, sous forme d'entretiens privés, ou encore les séances d'étude des dirigeants du Bureau politique au cours desquelles ces experts sont amenés à exposer leur sujet de compétence.

En somme, la fréquence des interactions et le nombre de rapports que ces centres sont

amenés à rédiger a connu une croissance régulière depuis le début des réformes et de l'ouverture, mais a pris un véritable élan depuis une décennie avec la complexification des questions à traiter et la volonté des dirigeants de rationaliser les procédures décisionnelles. Les experts sont plus sollicités et plus écoutés : Wen Jiabao a annoncé lui-même qu'aucun avis prononcé par les experts ne pouvait lui être préjudiciable.

On notera que le rôle et la position des centres spécialisés dans les relations internationales et des centres universitaires est passé sous silence, et on peut remarquer le peu de détails concernant le Centre de recherche et de développement du Conseil d'état, qui est toutefois évoqué. Si l'influence des experts est sollicitée, leur place dans ce système reste ambiguë : l'auteur fait part d'une prudence certaine dans la formulation des recommandations politiques (« *vu la relation étroite entre chercheurs et décideurs, il se peut qu'un chercheur influe sur les décisions politiques en faisant allusion à une recommandation* ») lorsque ceci n'est pas demandé explicitement, alors que pour des observateurs externes, vu les relations fréquentes de ces experts avec les hommes politiques, ces recommandations ont une « *coloration officielle* ». À titre d'exemple, au moment de la crise financière asiatique, alors que la Chine avait décidé de ne pas dévaluer le renminbi, un chercheur s'était exprimé dans la presse pour prôner une certaine flexibilité dans la valeur de la monnaie chinoise. Le résultat a été une déstabilisation sur les marchés hongkongais ; la situation ne s'est rétablie qu'après l'affirmation par la NDRC de la stabilité de la monnaie...

Il ne fait toutefois pas de doute que les dirigeants chinois sont, plus qu'avant, amenés à convoquer les experts sur des questions variées, et que ces derniers influent, directement ou indirectement, et consciemment ou pas, sur les décisions que prennent les hommes politiques chinois. La conclusion revient à Ma : « *Si au début de la réforme l'heure était aux économistes, et que depuis le 15^e congrès ce sont les juristes qui ont été les plus sollicités, le moment des sociologues est maintenant venu.* »

ÉCONOMIE

Après le 16^e congrès, la nouvelle équipe au pouvoir avait cherché à promouvoir un mode de croissance plus équilibré. Le 17^e congrès a confirmé cette évolution, qui apparaît comme une rupture en douceur. La croissance, qui jusqu'à présent a privilégié les villes, doit désormais s'étendre à l'ensemble du pays et en particulier aux oubliés des campagnes. C'est ce qu'affirment les exégètes du discours prononcé par Hu Jintao au dernier congrès, qui prônent une accélération de la migration des campagnes vers les villes. Autre problème de la croissance, elle s'appuie trop sur les entreprises étrangères. C'est dans ce contexte que vient d'être publié un nouveau guide sur les investissements directs étrangers (IDE) et que certains, dans la presse, s'inquiètent de la présence d'entreprises étrangères dans le secteur de la distribution de l'eau.

6. Le 17^e congrès : vers un nouveau modèle de croissance ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :
– Wang Mingfeng (éd.) : « La Chine : excellence et rapidité », dossier sur le 17^e congrès, *Zhongguo jingji zhoukan*, 22 octobre 2007.

Les publications économiques chinoises sur le 17^e congrès ont abondé dès le mois d'octobre. Sans surprise, elles se sont principalement fait l'écho de la propagande qui a entouré l'événement. Même le libéral et (modérément) iconoclaste *Caijing*, dans un important dossier partiellement traduit en anglais, adopte un ton très modéré. On notera cependant que les thèmes qui y sont abordés ne sont pas anodins : réformes financières et judiciaires ; démocratie au niveau local. Autant de réformes traditionnellement défendues par le magazine que l'on retrouve finalement sans trop de surprise dans ce numéro¹⁵.

En parallèle, le *Zhongguo jingji zhoukan* a consacré un premier dossier au discours de Hu Jintao. La majeure partie du dossier est composée des articles de huit experts de haut rang qui commentent le discours de Hu Jintao. Ces exercices d'exégèse permettent de mieux se faire une idée des points forts abordés pendant le congrès, et de leurs probables répercussions sur les mesures de politique économique à venir pendant les cinq prochaines années.

Dès son introduction au dossier, Wang Mingfeng, qui semble avoir compilé le

15. Il s'agit du n°197, du 29 octobre 2007 ; le dossier se trouve p. 86 à 111 et la version anglaise à l'adresse suivante : <http://www.caijing.com.cn/newtemplates/ens/aml1.shtml>

numéro, évoque la nécessité d'une transition vers un nouveau modèle de croissance, (转变经济发展的方式, *zhuanbian jingji fazhan de fangshi*), expression qui n'est pas sans rappeler la « deuxième transition » dont parlent depuis peu certains chercheurs¹⁶. Dans la plupart des articles, on retrouve l'idée d'une nécessaire harmonisation du pays. Bai Jinfu, chercheur du gouvernement central, répète ainsi quatre fois les termes d'« harmonisation » et d'« intégration » (一体化¹⁷, *yitihua*) et parle aussi de « fusion » (融合, *ronghe*).

Les différents articles s'inquiètent des problèmes dont souffre la Chine et qui ont souvent pour source le sous-développement des campagnes chinoises.

Le monde rural souffre de déficiences en matière d'infrastructures, d'accès aux soins et à l'éducation, de protection sociale, de marché de l'emploi, de pouvoir d'achat, etc. Cette arriération des campagnes est le résultat – naturellement non avoué dans les papiers – des politiques de croissance des années 1980 et 1990 qui ont privilégié principalement les grandes villes et les zones côtières. Le constat est que tant que les campagnes n'auront pas rattrapé les villes, le pays n'aura pas atteint la modernisation.

De manière générale, les auteurs attirent l'attention sur les inégalités entre villes et campagnes. Le monde rural est arriéré ; les campagnes souffrent d'infrastructures mé-

16. Marshall W. Meyer, « Notes on China's Second Economic Transition », présentation donnée au China Institute for Policy Studies, Pékin, 27 janvier 2007 ; et Pieter Bottelier, « China's Economy in 2020 : the Challenge of a Second Transition », in « Roundtable, China in the Year 2020 », *Asia Policy*, n°4, juillet 2007.

17. Le terme « harmonisation » nous paraît le plus approprié dans ce cas, mais il ne s'agit en aucun cas de la même expression que celle utilisée pour décrire la « société harmonieuse » (和谐社会).

diocres, d'un très mauvais accès aux soins ou à l'éducation et de carences en matière de marché de l'emploi.

Gu Kang, directeur du Centre de recherche scientifique du ministère des Finances, développe plus particulièrement le problème des finances publiques. Il souligne trois principaux problèmes : 1. Les gouvernements locaux restent assez ignorants en matière de finances publiques ; 2. Nombreux sont les échelons locaux (districts et en dessous) du centre et de l'ouest à connaître de graves difficultés financières ; 3. Si le gouvernement central n'autorise pas officiellement les localités à s'endetter, celles-ci trouvent le moyen de le faire mais de manière détournée.

Mei Xinyu, du Centre de recherche du ministère du Commerce, souligne que les politiques de développement régionales (la plus célèbre étant le « développement du Grand Ouest », mais on compte également des plans pour le Nord-Est et le Centre) n'ont pas été à la hauteur des espérances des autorités, mais qu'elles restent indispensables pour ces régions.

Les différents auteurs insistent sur la nécessité de mettre en place de meilleurs mécanismes de coordination et d'unification du territoire, suivant ainsi la logique du « développement scientifique » (科学发展, *kexue fazhan*). Globalement, on trouve une volonté de transférer la campagne vers la ville. Bai Jinfu appelle à une transition des activités agricoles vers le non-agricole ; à un renforcement des flux entre campagnes et villes ; à une meilleure intégration entre secteurs urbains et ruraux ; à une unification des infrastructures ; à un meilleur aménagement du territoire et enfin à un développement de la périurbanisation (泛城市化, *fanchengshihua*).

Plus concret, Mei Xinyu veut un système pour promouvoir une meilleure coordination entre les provinces (协调互动机制, *xietiao hudong jizhi*) qui imposerait un respect des règles du marché, et effacerait les frontières administratives entre les régions. Il estime en outre que les différentes localités doivent acquérir des spécialisations. Ce dernier point est également développé dans l'article rédigé par le gouverneur de la province du Sichuan, Jiang Jufeng. Il termine en appe-

lant à une voie chinoise pour le développement des petites villes dans les campagnes (中国特色的新城镇化道路, *zhongguo tese de xin chengzhenhua daolu*). Les principes de cette « voie chinoise » seraient : « la planification des villes et campagnes, un aménagement rationnel du territoire, une économie dans l'utilisation de terrains, un perfectionnement des capacités, la prise en charge des petits par les grands » (统筹城乡, 布局合理, 节约土地, 功能完善, 一大带小 ; *tongchou cheng-xiang, buju heli, jieyu tudi, gongneng wanshan, yida daixiao*) ; l'objectif : parvenir au développement harmonieux des villes de toutes tailles (促进大中小城市和小城镇协调发展 ; *cujin dazhongxiao chengshi he xiao chengzhen xietiao fazhan*) ; favoriser l'évolution vers un nouveau niveau de croissance économique (培育新的经济增长极, *peiyu xin de jingji zengzhangji*) ; et enfin la forme : la ville pour tous (城市群, *chengshijun*).

Les articles manquent d'exemples concrets ou de données précises. Seul le journaliste Wang Mingfeng développe certains points. Il cite d'abord l'exemple de l'école de Gushan, du village Sanjia (district de Chengde, dans le Hebei). Celle-ci a été construite dans cette zone reculée en 2002 et comprend un centre de documentation, une salle informatique et une salle des médias. En 2006, le gouvernement local a accordé une bourse de 225 yuans par élève et par an. Cette école est décrite comme une expérimentation pour impulser l'éducation dans les zones reculées. Le deuxième exemple évoque rapidement une expérience dans le secteur de la santé : la province du Jiangsu ferait bénéficier à quelque 200 000 de ses habitants sans emploi et mineurs d'une protection santé. Chaque année, le nombre de sans-emploi et de ruraux qui reçoivent des aides s'élèverait à 170 millions. Sont également évoquées les expériences du Henan (Nanyang) et du Hunan, sans aucune précision sur leurs caractéristiques.

Force est donc de constater, à la lecture de ces articles, qu'une plus grande importance est accordée à la rhétorique qu'aux cas ou propositions concrètes. Nombreuses sont les expressions clés ou idéologiques (cf. les citations ci-dessus), mais on ne trouve pas d'analyses poussées de la situation des campagnes, ni de propositions de politiques

à mener. Autre grande absente de ces papiers, l'inflation touchant les produits agricoles, qui frappe à l'heure actuelle les zones rurales beaucoup plus durement que les villes¹⁸. Enfin, si la migration vers les villes est présenté comme une quasi-solution miracle, elle ne doit pas masquer le fait que l'urbanisation croissante de la Chine génère elle aussi de nouveaux problèmes (phénomènes d'exclusion des populations défavorisées, pollution, embouteillages, etc.) dus à des infrastructures déficientes¹⁹.

7. Les IDE en Chine : une nouvelle approche de la part des autorités centrales ?

Synthèse commentée de Pierre Nordmann, d'après :

– Wang Lou, « Les IDE en Chine : le montant total baisse de 4 %, la part de l'immobilier atteint 24 % », *21 Shiji jingji baodao*, 22 octobre 2007.

– Jia Zhenhua, « La Chine n'encouragera plus les IDE vers l'exploitation de certaines ressources minières importantes », *Shenyin Wanguo Securities*²⁰, 8 novembre 2007.

– Song Yanhua, « Pourquoi ne pas laisser sortir les capitaux ? », *Caijing*, 23 octobre 2007.

Le 7 novembre 2007, la Chine a publié un nouveau guide pour les investissements directs étrangers (IDE, 外商投资产业指导目录, *waijiao touzi chanye zhidao mubiao*). Ce guide annule et remplace la précédente version, émise en 2004, et entrera en vigueur le 1^{er} décembre prochain.

À l'occasion de la publication annuelle du rapport sur l'investissement dans le monde par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, *21 Shiji jingji baodao* commente les dernières évolutions des investissements directs en direction de la Chine.

En premier lieu, on constate que depuis quelques années le montant des IDE s'est stabilisé autour de 70 milliards de dollars par an. D'autre part, en 2006, la part des investissements directs provenant du Japon, de la Corée et de Taïwan ont diminué, alors que celle des États-Unis et de l'Union européenne a augmenté respectivement de 114 % et de 30 % par rapport aux chiffres de 2005. Du côté des régions chinoises ciblées par les IDE, l'article se félicite de la tendance à la hausse des flux d'investissements vers le Nord-Est et le Grand Ouest chinois, dont le gouvernement veut favoriser le développement.

Un haut responsable de la National Development and Reform Commission (NDRC), Kong Linglong, relève également des changements importants dans les secteurs qui bénéficient des IDE : alors qu'en 2005 l'industrie manufacturière recevait 70 % des IDE, elle n'en a reçu que 54 % au cours des huit premiers mois de cette année. Les projets intensifs en capital et en R & D ainsi que les investissements vers les industries de service sont, eux, en constante augmentation. Kong Linglong explique ce changement par l'affaiblissement de l'avantage des bas coûts de la Chine par rapport à d'autres pays émergents d'Asie : en effet, depuis 2006, plusieurs provinces chinoises, dont le Guangdong, ont mis en place des salaires minimums et des critères d'usage de terrain, ce qui a eu pour effet d'augmenter les frais des entreprises. L'augmentation des investissements en direction du secteur immobilier constitue également un des changements les plus importants des IDE : selon Ha Jiming, économiste à la banque d'investissement China International Capital Co., la part de l'immobilier dans les IDE pendant les six premiers mois de cette année a doublé par rapport à 2006, pour atteindre 24 %.

Dans le contexte du nouveau guide sur l'investissement, la Shenyin Wanguo Securities analyse les effets de la politique d'incitation des investissements directs en vigueur depuis 2004. L'article reconnaît que les politiques d'incitation aux IDE ont eu plusieurs résultats positifs. Par exemple, les IDE étant des investissements à long terme, la Chine a pu profiter de l'afflux d'investissements tout en évitant les turbulences financières que peuvent provo-

18. Cf. Albert Keirdel, : « China's Looming Crisis. Inflation Returns », *Policy Brief*, n°54, Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2007.

19. Cf. « L'irrésistible ascension des villes chinoises », *China Analysis*, n°11-12, décembre 2006-février 2007.

20. Shenyin Wanguo Securities est l'un des grands acteurs chinois du courtage.

quer les investissements à court terme. Les IDE ont aussi contribué à l'amélioration des méthodes de management, de la compétitivité et du niveau technologique des entreprises chinoises.

Reste que les IDE sont également rendus responsables des aspects négatifs de la croissance chinoise. Ainsi, les investissements étrangers en Chine sont principalement motivés par la faiblesse de certains coûts, comme la main-d'œuvre et le terrain. En conséquence, la majeure partie des investissements s'oriente vers des industries à faible contenu technologique. Toujours en raison de l'attrait des IDE pour les faibles coûts qu'offre la Chine, les industries de transformation ont beaucoup bénéficié des IDE, qui ont contribué par ce biais à la majorité des exportations et donc à l'excédent de la balance commerciale.

Par ailleurs, les gouvernements locaux étant en concurrence pour attirer les investissements, ils ont offert de nombreuses incitations : taux d'imposition favorables, faibles critères de protection de l'environnement, meilleures protections réglementaires, faible prix des terrains... À cause de cette concurrence, il n'a pas été possible de garantir la qualité des investissements. Ces inconvénients ont entraîné des frais, et, compte tenu du stade actuel de l'économie chinoise, il était important de modifier la politique d'incitation des IDE.

Le nouveau guide pour les IDE en Chine arrive donc à point nommé pour encourager la montée en gamme des industries chinoises (中国的产业升级, *zhongguo de chanye jisheng*). D'une part, il favorise les investissements vers les industries à haute valeur ajoutée et vers les secteurs où la production n'est pas encore satisfaisante. Seront ainsi encouragés les IDE vers la production d'équipements²¹, les nouvelles et hautes technologies, la protection de l'environnement, la logistique, la finance et l'agriculture. D'autre part, le texte restreint les investissements à destination des industries polluantes et à forte consommation de

21. La production d'équipements (装备制造业, *zhuangbeizhizao*) est une catégorie industrielle du gouvernement chinois qui inclut notamment : les machines-outils, les équipements hydroélectriques et de transmission d'électricité, les équipements de transport ferroviaire, les véhicules et pièces détachées, et le matériel d'exploitation minière.

ressource : les IDE vers l'électroménager et les industries chinoises traditionnelles, certains segments de l'industrie chimique et l'exploitation des ressources naturelles seront découragés.

Selon la Shenying Wanguo Securities, ce nouveau texte aura certainement un impact sur l'afflux d'IDE en Chine. En revanche, l'effet sur les deux problèmes actuels du système économique chinois, le surplus commercial et la croissance élevée des investissements²², sera très limité. L'effet sur le surplus commercial ne sera visible que sur le long terme, et, les IDE ne constituant que 4 % du montant de l'investissement total, l'influence du nouveau guide sur la croissance des investissements ne sera pas décisive.

Selon Ha Jiming, les IDE font partie du problème de la liquidité : en effet, même si la majeure partie des réserves de change provient du surplus commercial²³, les 70 milliards de dollars des IDE contribuent également à l'excès de liquidité auquel la Chine doit faire face²⁴. Néanmoins, Ha Jiming ne pense pas que ce problème puisse être résolu par une restriction des IDE : il faut en fait accélérer le rythme d'appréciation du yuan. Outre favoriser la montée en gamme des industries et réduire la compétitivité de la Chine pour les produits à faible valeur ajoutée, l'appréciation du yuan permettra de réduire l'excédent de la balance commerciale et de diminuer la liquidité. De plus, seule l'appréciation du yuan peut remédier au problème de la « hot money », c'est-à-dire à l'arrivée de fonds spéculant sur la hausse à court terme de la monnaie chinoise.

Mais Ha Jiming considère en définitive qu'une accélération de l'appréciation du yuan n'est pas vraiment possible. Compte tenu de cette contrainte, explique-t-il, il existe deux façons de contenir l'excès de liquidité. L'une consiste à utiliser les instruments de politique monétaire. D'un côté, la stérilisation de la monnaie permet de limiter

22. Un excès de liquidité est inquiétant car il entraîne de mauvais investissements qui, une fois passée la période de forte liquidité, constituent un danger pour l'économie.

23. Au premier semestre 2007, l'excédent commercial de la Chine était de 112 milliards de dollars.

24. L'accumulation de réserves de change entraîne automatiquement une augmentation de la base monétaire.

la base monétaire ²⁵, de l'autre l'augmentation des taux de réserves légales des banques permet de diminuer l'effet multiplicateur du crédit sur la base monétaire. Mais malgré l'utilisation de ces instruments la masse monétaire continue d'augmenter rapidement. Reste la deuxième méthode, employée par les autres pays à réserves de change élevées : encourager les investissements de la Chine vers l'étranger.

Alors que la Chine a les plus grandes réserves de change du monde, son fond souverain est encore très inférieur aux montants des fonds de Singapour et des Émirats. Il faut donc augmenter les montants gérés par le fonds souverain chinois.

8. Les Français et la privatisation de l'eau en Chine

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

– Ren Po, « Les entreprises prêtes à payer le prix cher pour fournir l'eau aux Chinois », *Caijing*, n° 195, 1^{er} octobre 2007, p. 89 à 93.

– Hao Yuanhao, « Les investissements étrangers se mêlent des services d'eau chinois. Réflexions sur les services de l'eau », *Le Journal commercial de Chine*, 4 nov. 2007.

– Article non attribué : « Veolia, "intime avec les gouvernements locaux", investit 2,5 milliards de dollars en Chine », *Diyicaijing*, 9 novembre 2007.

– Luo Yi « L'empreinte des coopérations dans les services de l'eau à Guangzhou : profits et devoirs des PPP », *21 Shiji Jingji Baodao*, 21 nov. 2007.

Avec l'urbanisation croissante de la Chine, la question de l'approvisionnement en eau dans les villes se pose de manière de plus en plus aiguë. Le principal problème vient du financement : il s'agit d'entretenir et d'étendre le réseau de distribution.

Les entreprises étrangères ont donc été appelées à la rescousse. Deux françaises ont réussi à conquérir leur place sur le marché : la franco-belge Suez (via sa joint-venture hongkongaise Sino-French Water Development), et Veolia. Cette dernière a été l'objet d'une attention toute particulière

25. La base monétaire correspond aux espèces en circulation et aux soldes des banques commerciales à la Banque centrale.

de la part de la presse chinoise : articles dans *Caijing*, *Diyicaijing* (retranscription d'un entretien avec son président, Henri Proglio), *Le Journal commercial de Chine*. C'est un fait assez rare pour une entreprise française : *Le Journal commercial de Chine* affirme même que c'est l'entreprise française dont on parle le plus en Chine, avec Danone (connue ici pour son différend avec Wahaha).

Revenons d'abord sur l'historique de l'ouverture du secteur. Pendant les années 1980, les services liés à l'eau étaient directement ou indirectement gérés par l'État. Ainsi, grâce à des prêts du gouvernement ou à des financements publics internationaux, une centaine de projets d'approvisionnement en eau ont été lancés. Pendant les années 1990, dans un contexte d'ouverture croissante, les entreprises étrangères ont commencé à investir dans le secteur de l'eau en Chine. Mais ces investissements étrangers sont restés cantonnés au traitement de l'eau et exclus de la distribution. Le schéma BOT (build, transfer, operate) était alors privilégié.

En décembre 2002, le ministère de la Construction a lancé une réforme des services publics²⁶. Celle-ci encourageait les entreprises étrangères et privées à venir investir dans les services publics urbains et dessinait donc une pluralisation du système. Elle a été complétée en mars 2004 avec la publication, par le même ministère, de la « Directive sur les autorisations de gestion commerciale des services publics urbains²⁷ ». Selon le *Journal commercial de Chine*, il s'agit de la deuxième vague de la réforme : c'est à ce moment que des entreprises étrangères telles que Sino-French Water Development et Veolia ouvrent des joint-ventures avec des entreprises chinoises locales d'approvisionnement en eau.

Résultat, les entreprises étrangères assurent désormais une bonne part de la distribution de l'eau dans les grandes villes, ce qui n'est pas sans provoquer l'inquiétude de certains Chinois. Fu Tao, directeur du Centre de recherches politiques de Tsinghua, cité par Hao Yuanhao et *Caijing*, affirme que le plus important dans cette réforme est

26. « Propositions pour une accélération de la privatisation des services publics urbains », 《关于加快市政公用行业市场化进程的意见》.

27. 《市政公用事业特许经营管理办法》.

l'introduction de politiques commerciales dans la gestion de l'eau. Pour lui, il s'agit d'une réforme du droit de propriété, le principal problème résidant dans la redistribution des actifs de distribution de l'eau. « *Le ministère de la Construction soutient une gestion commerciale, mais avec des réformes de l'approvisionnement en eau dans les villes chinoises de nombreux projets ne respectent plus ces autorisations commerciales. La plupart des entreprises [chinoises] de gestion de l'eau ayant cédé une partie ou la totalité de leurs droits d'exploitation, en réalité on a assisté à des situations de monopole.* »

Il ajoute que cette réforme de l'approvisionnement en eau des villes chinoises manque de principe directeur et de contrainte. Pour lui, il faudrait un contrôle des profits dans ce secteur. Hao ajoute que, depuis cette année, le rachat à des prix très élevés des actifs de distribution de l'eau par des entreprises étrangères inquiète l'Association de la distribution et du drainage de l'eau urbaine. Les représentations locales de celle-ci ont mené en mai dernier une enquête dont les conclusions sont que la situation actuelle représente un risque. Selon l'un des membres de cette association, les résultats de l'enquête auraient été transmis au Conseil des affaires d'État, et le ministère de la Construction serait en train d'étudier un moyen de régler le problème.

D'ici à 2010, la Chine devrait avoir besoin d'investir 2 000 milliards de yuans dans son réseau d'approvisionnement en eau. Mais ces chiffres ne se reflètent pas dans les appels d'offres : d'une part les entreprises étrangères ne se soucieraient pas des politiques de réformes de l'eau ; d'autre part les gouvernements locaux estiment qu'ils n'ont pas à assumer ces coûts.

Les critiques ou inquiétudes concernent aussi plus directement les entreprises en elles-mêmes. On l'a vu, la comparaison entre Veolia et Danone est de mauvais augure. *Caijing* reproche aux entreprises étrangères de surenchérir sur les appels d'offres afin d'obtenir les marchés. Le magazine cite l'appel d'offres d'une compagnie du Jiangsu : Sino-French Water l'a emporté en proposant 895 millions de yuans, loin devant les 398 millions de Veolia. Lors de l'appel d'offres pour l'approvisionnement en eau de

l'est de Tianjin, Veolia a offert 2,18 milliards de yuans, contre le 1,19 milliard de Sino-French et les 920 millions de China Gas (Hong Kong). Autre exemple, celui de Lanzhou, ville pour laquelle Veolia a dépensé 1,71 milliard de yuans – pour des actifs estimés à une valeur nette de 350 millions –, loin devant les 450 millions de yuans offerts Sino-French et les 280 millions de Beijing Capital Co. Ltd. Auparavant, Veolia avait déjà acquis 50 % de Shanghai Pudong Water Co. (plus de trois fois la valeur des actifs en jeu) et une partie de Shenzhen Water Group (avec Capital Group) ou encore de Haikou Water Group. Hao ajoute qu'en 2003 Veolia a également planté son drapeau dans la ville de Qingdao. L'article du 21 *Shiji jingji baodao*, lui, cite le cas de la distribution d'eau à Guangzhou, opérée par la Tyco Earth Tech Inc.

Hao ne ménage pas non plus ses critiques contre Veolia : il cite un incident survenu à Qingdao en juillet dernier. Les habitants d'un quartier de la ville ont été approvisionnés en eau polluée pendant vingt jours, à cause d'une valve de 150 mm de diamètre installée dans un tuyau de 250 mm²⁸. Son discours est radical : les villes, affirme-t-il, dépensent en moyenne 0,8 yuans par tonne d'eau. À l'heure actuelle, la tonne d'eau à Qingdao se vend 2,8 yuans, 1 yuan étant consacré au traitement de l'eau. Hao estime que Veolia ne peut réaliser de profits qu'en économisant sur le traitement de l'eau. Et souligne que le fait que Qingdao accueille les épreuves de voile des Jeux olympiques de 2008 augmente la gravité de la chose. Pour lui, la distribution de l'eau crée désormais des bénéfices pour les entreprises et pour les gouvernements locaux, au détriment du public.

Caijing reconnaît que les entreprises françaises espèrent une augmentation des prix de l'eau en Chine, qui restent à l'heure actuelle très bas. Cette augmentation attendue justifie leurs investissements importants, qui devraient générer des profits considérables. Il n'est donc finalement pas étonnant qu'à l'heure où les discours visant à limiter la dépendance de leur pays vis-à-vis des

28 Information très violemment démentie par un dirigeant de Veolia lors d'un entretien personnel. Le groupe aurait décidé de poursuivre le magazine en justice.

entreprises étrangères des Chinois s'insurgent contre la présence importante de telles entreprises dans le secteur de l'eau.

Dans le même temps, *Diyicaijing* vient tempérer ces critiques en rapportant les propos d'Henri Proglio et en dressant un tableau très élogieux de Veolia, entreprise se conformant selon eux aux directives du 17^e congrès sur la protection de l'environnement. Quelles que soient les critiques que les Chinois peuvent avancer à l'égard des entreprises étrangères de ce secteur, ils auront besoin d'elles pour répondre à la demande dans les prochaines années²⁹.

29. Voir Thibaud Voïta, « Pékin à sec sera-t-elle sauvée par le Grand Canal ? » *China Analysis* n°6, septembre 2006.

AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

Alors que les congrès du Parti sont principalement une instance de gestion des équilibres politiques internes, la politique extérieure chinoise continue d'être adaptée pour répondre aux exigences d'évolution vers une « puissance responsable » et accepte, souvent avec quelques réserves, de peser sur certains dossiers internationaux ou au moins de prêter l'oreille aux demandes occidentales. Mais sa diplomatie reste avant tout au service d'une vision de l'intérêt national, se réduisant à la montée en puissance économique, technologique et militaire. Cela amène la Chine à jouer la France contre l'Allemagne en profitant des divisions européennes pour acquérir des technologies stratégiques et neutraliser la diplomatie fondée sur des valeurs prônée par Berlin. Mais aussi à souhaiter la stabilisation au Moyen-Orient en saluant le pragmatisme retrouvé de Washington, jugé bénéfique pour la région. Enfin, la revue Guoji zhanwang-World Outlook esquisse l'image – incomplète – d'une Chine dont les relations avec son voisin russe sont guidées par un seul impératif : moderniser l'Armée populaire de libération.

9. Relations franco-chinoises : la rupture... avec l'Allemagne ?

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel, d'après :

– Luo Shaolan, « La visite de Sarkozy en Chine, un voyage pour définir le ton des relations franco-chinoises », *Yazhou shibao zaixian (atchinese.com)*, 26 novembre 2007.

– Luo Shaolan, « Les relations sino-allemandes, vers un froid ? », *Yazhou shibao zaixian (atchinese.com)*, 26 novembre 2007.

– Pan Xiaoshou, « Le sens de l'autorisation donnée à Sarkozy de toucher du doigt l'armée en terre cuite », *Yazhou shibao zaixian (atchinese.com)*, 27 novembre 2007.

Le président Sarkozy a été reçu en Chine comme aucun autre chef d'État étranger depuis le président Clinton en 1998 : près de 20 milliards d'euros de contrats, un dîner de grande cuisine française avec Hu Jintao – et non de spécialités chinoises comme c'est pourtant l'usage –, et l'autorisation, accordée seulement exceptionnellement, de toucher du doigt les précieux soldats en terre cuite de l'armée de l'empereur Qin Shihuang à Xi'an. Pour Pan Xiaoshou, il y avait de la part de Pékin une intention évidente de « l'amadouer » (刻意討好, *keyi taohao*). En 1998, Pékin avait besoin d'une amélioration substantielle des relations sino-américaines. Aujourd'hui, alors que la position internationale de la Chine s'est considérablement améliorée et que les relations franco-chinoises sont loin d'être en crise, quel intérêt a-t-elle à accorder un tel traitement de faveur à M. Sarkozy ?

Il existe d'abord une réelle complémentarité entre les intérêts des deux pays. Paris a besoin de gros contrats pour consolider le soutien des grandes entreprises au

gouvernement, améliorer la balance commerciale de la France et réduire les déficits publics. La France désire continuer à faire de la coopération économique et des échanges commerciaux la force motrice de la relation bilatérale, tout en gardant une approche constructive et pragmatique et en cherchant à gagner la coopération de Pékin sur des dossiers qui ont de l'importance aux yeux de Paris, comme la lutte contre le réchauffement climatique. De son côté, Pékin a besoin d'un allié au sein de l'Union européenne pour y défendre les intérêts chinois, en particulier dans la perspective d'une future levée de l'embargo sur les ventes d'armes. De surcroît, la Chine est toujours friande de transferts de technologie pour reconstruire sa base industrielle et devenir une puissance technologique capable, à terme, de concurrencer l'Occident, ou du moins d'en être moins dépendante. De ce point de vue, l'atlantisme affiché de M. Sarkozy n'influence en rien la relation franco-chinoise. Entre Paris et Pékin, la lune de miel continue.

Mais un facteur nouveau explique l'importance accordée par la Chine à la France : le revirement de Berlin, qui a décidé de durcir sa politique à l'égard de Pékin. En conséquence, selon Pan Xiaoshou, il était essentiel pour Pékin de compenser le refroidissement des relations sino-germaniques par un renforcement de l'amitié franco-chinoise. La Chine a donc réactivé sa stratégie habituelle : diviser pour régner. Elle y trouve un double intérêt. D'abord, sécuriser un fournisseur de technologies au moment où les États-Unis, le Japon et l'Allemagne adoptent une attitude circonspecte à propos de la pertinence de transferts de technologies vers un État dont les intentions stratégiques restent opaques. Ensuite, tenter de

sauver la ligne « d'utilisation de l'Europe pour contrer les États-Unis » (拉歐制美, *la'ou zhimei*), ou, au minimum, éviter qu'un front commun occidental n'adopte une diplomatie fondée sur la démocratie et les droits de l'homme. Dans cette optique, la France était la meilleure cible.

Car Paris a choisi le moment où les chrétiens-démocrates allemands achevaient la redéfinition de leur politique à l'égard de l'Asie pour faire cavalier seul dans sa politique chinoise, sans se coordonner avec l'Allemagne. Le 26 octobre, Angela Merkel a présenté la nouvelle politique asiatique définie par la CDU dans un nouveau Livre blanc³⁰. Celle-ci comporte certains ajustements significatifs, sans pour autant remettre en cause sur le fond la nécessité de conduire avec la Chine des relations de partenariat étroit. Pour les chrétiens-démocrates, Berlin, dans le passé, s'est trop appuyé sur Pékin pour conduire sa politique asiatique, et il est temps de rééquilibrer le dispositif allemand en rendant toute leur place aux États démocratiques de la région, tels le Japon, la Corée du Sud ou l'Inde. La CDU estime que Berlin, aveuglé par les opportunités économiques et commerciales du développement chinois, a accordé trop peu d'importance à l'immense défi pour l'environnement que représente l'émergence de la Chine, ainsi qu'à la défense du modèle de démocratie libérale dans le monde et au respect des règles de l'économie de marché qui devraient accompagner le développement de la nouvelle puissance asiatique. Le changement de ligne politique s'est traduit dans les actes : le 23 septembre, M^{me} Merkel a reçu le dalaï-lama à Pékin, ce qui a provoqué la fureur des dirigeants chinois. Luo Shaolan analyse le Livre blanc de la CDU comme le grand retour de l'idéologie dans la politique extérieure de l'Allemagne. Cette vague de refroidissement de l'Allemagne à l'égard de la Chine ne s'est pas limitée aux autorités fédérales : elle traverse également la société de l'État le plus peuplé d'Europe. Fin août, un dossier spécial de l'hebdomadaire *Der Spiegel* dénon-

30. *Asia as a strategic challenge and opportunity for Germany and Europe*. Voir aussi l'analyse d'Andreas Martin Fulda, « Germany's Ruling Party in Search for a Strategic Answer to Asia's Rise. New symbolism, some substantive change, much continuity », *Commentary*, China Policy Institute, University of Nottingham.

çant un espionnage technologique généralisé orchestré par la Chine en Allemagne³¹ a provoqué un véritable débat, qui a entamé l'image de la Chine et amené les communautés chinoises à protester ouvertement. Pour Luo Shaolan, le vent a tourné, l'ère des relations harmonieuses a pris fin avec le départ du chancelier Schroeder. Mais alors que certains observateurs prévoient une évolution similaire en France, avec un nouveau président élu sur un programme de rupture, ouvertement atlantiste et sensible au thème de la diplomatie fondée sur des valeurs, il n'en a rien été. À l'heure où l'Union européenne place de grands espoirs dans sa relation avec la Chine, la division du couple franco-allemand ne présage pas de grands succès pour la politique extérieure commune dans cette partie du monde.

10. Réajustements américains au Moyen-Orient : enfin une politique pragmatique

Synthèse commentée de Michal Meidan, d'après :

– Wang Honggang, « Évaluation de la nouvelle politique de Bush au Moyen-Orient », *Xiandai guoji guanxi*, n°7, juillet 2007, p. 19-25.

– Yao Kuangyi, « Les évolutions de la situation au Moyen-Orient et les réajustements de la politique de l'administration Bush », *Guoji wenti yanjiu*, n°4, août 2007, p. 43-48.

– Yuan Peng, « Un expert sur les questions américaines : le rapport sur l'état du programme nucléaire iranien est une bonne chose pour Bush », *Huanqiu shibao*, 7 décembre 2007.

– Tao Wenzhao, « Les pourparlers de paix sur une voie instable », *Le Quotidien du peuple*, 4 décembre 2007.

La conférence internationale de paix organisée à Annapolis aux États-Unis, le 27 novembre, ainsi que la publication d'un rapport par les services de renseignement américains estimant que l'Iran a cessé toute activité sur son programme nucléaire en 2003 sont les dernières vicissitudes de la nouvelle politique américaine au Moyen-Orient. Au regard de ces deux événements, jugés plutôt positifs pour la diplomatie américaine, les analystes chinois font le bilan des

31. « Die Gelben Spione », *Der Spiegel*, n° 35, 27 août 2007.

réajustements de la politique de Washington au Moyen-Orient depuis la guerre en Irak.

À la suite de la prise de conscience que l'activité moyen-orientale de l'administration Bush a été un grand échec, à cause notamment de l'« aile pragmatique », représentée par Condoleezza Rice, ainsi que, plus tard, par Robert Gates, les États-Unis ont réajusté leur politique régionale afin de s'adapter aux défis qui s'y présentent : discorde croissante avec le monde arabe, changement défavorable de l'équilibre des intérêts américains dans la région, affaiblissement des alliances traditionnelles, dangers d'une montée en puissance des courants radicaux et extrémistes ainsi que de la prolifération nucléaire.

Les auteurs identifient quatre intérêts américains principaux dans la région : 1. La stabilité des apports pétroliers et énergétiques³² ; 2. La lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, notamment après le 11-Septembre ; 3. La prévention de la prolifération nucléaire ; et 4. La préservation de la suprématie géostratégique des États-Unis dans la région. Tous ont été compromis depuis la guerre en Irak, voire même depuis le changement de régime en Afghanistan, car le déclin de ces deux régimes a fait disparaître les obstacles à la poursuite de l'évolution vers une domination régionale iranienne, domination qui ne peut que porter atteinte aux intérêts américains énoncés ci-dessus.

L'Iran représente en effet un double défi pour les États-Unis : en premier lieu la poursuite du développement de la technologie nucléaire (qui n'est pas mise en doute, d'ailleurs, par Wang Honggang), qui met en danger non seulement les intérêts américains dans la région mais aussi la sécurité de son allié israélien et des pays arabes modérés, et qui risque également de relancer une nucléarisation régionale. Le deuxième volet du problème est « idéologique », avec la promotion active par l'Iran des factions chiites contre les alliés majoritairement sunnites des États-Unis, l'appui aux courants extrémistes et la déstabilisation de l'Irak.

32. Notons que les auteurs ne parlent plus de contrôle des ressources énergétiques moyen-orientales, comme cela a souvent été le cas dans le passé.

La situation actuelle en Iran ainsi que la détérioration de la situation en Irak nuisent à tous les intérêts américains. L'ajustement de la politique américaine constitue de ce fait une rectification, qui vise à stabiliser la région et à rétablir un équilibre d'intérêts plus favorable à Washington. Cet ajustement opère de plusieurs manières : l'amélioration de la situation en Irak ; une nouvelle approche de la question iranienne, qui consiste à associer plus étroitement l'instabilité en Irak et la poursuite par Téhéran de son programme nucléaire militaire comme deux facettes du même problème qu'est le régime iranien ; le renforcement de l'alliance avec les pays arabes modérés afin de constituer un front commun contre l'Iran ; et, enfin, l'obtention d'une avancée sur le dossier israélo-palestinien afin de donner aux États-Unis une image plus favorable aux yeux des pays arabes.

Or, le bilan de ces actions est mitigé : si la stabilisation de l'Irak passe, sur le plan militaire, par la formation de troupes irakiennes et par une présence militaire accrue dans les grandes villes et les zones les plus problématiques, ce notamment pour prévenir toute infiltration iranienne ou syrienne, l'instabilité règne encore. Sur le plan économique, l'accent est mis sur la remise en route d'une industrie pétrolière en état de fonctionnement et sur une législation permettant de restaurer une stabilité relative, nécessaire à la poursuite des investissements et de l'activité économique et commerciale ; mais tant que la situation sécuritaire ne connaîtra pas d'amélioration profonde, la politique américaine est vouée à l'échec. L'insécurité nuit aux progrès économiques et aux acquis politiques et reste le grand point faible de cette nouvelle politique de Washington.

Sur la question iranienne, l'administration américaine a consacré ses efforts à exercer des pressions militaires et économiques et à mettre en avant la menace de sanctions internationales, le tout accompagné par l'activité d'unités des renseignements américains à l'intérieur du pays pour soutenir un changement de régime, même si la possibilité de restaurer un dialogue entre l'Iran et les États-Unis n'a pas été rejetée non plus. Si les articles cités ont écartés implicitement la possibilité de l'action militaire, Yuan Peng la qualifiant même de « désastreuse », le

durcissement de ton aux États-Unis a été relevé dans la presse chinoise. Toutefois, la publication, par les renseignements américains, d'un rapport relatif à l'arrêt du programme nucléaire iranien en 2003 est perçue en Chine comme une évolution largement positive. « *Bien qu'elle ait pour conséquence de faire perdre la face au président Bush* », la nouvelle politique pragmatique et réaliste est telle que « *cette humiliation n'est pas plus importante que le constat de la réalité* ». Ce rapport pourrait donc être une bonne chose pour les États-Unis, à qui a ainsi été octroyée la possibilité de ne pas commettre « *une grande erreur* ». Ce qui laisse toutefois la question de la stabilité en Irak sans réponse.

Le troisième volet de cette nouvelle politique est l'alliance avec les régimes modérés de la région comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie, dans une tentative de les impliquer et de les responsabiliser davantage par rapport aux évolutions dans la région. En effet, l'internationalisation de la question de la sécurité régionale a permis une participation plus importante des autres pays de la région, ce qui a contribué en retour à modérer la mauvaise image des États-Unis. Or cet aspect de la nouvelle politique américaine révèle son deuxième point faible, dans la mesure où les partenaires musulmans modérés de Washington, craignant qu'un rapprochement américano-iranien ne nuise à leurs intérêts stratégiques et n'aboutisse à l'affaiblissement de leur lien avec les États-Unis, tentent d'équilibrer le rapprochement entre ceux-ci et l'Iran. La perspective de recréer une alliance forte avec les pays arabes modérés reste donc limitée.

Enfin, le dernier volet de cette nouvelle stratégie, étroitement liée à la consolidation d'un axe de pays « modérés » dans la région est la reprise des pourparlers israélo-palestiniens dans le cadre très vaste de la conférence de paix internationale réunie à Annapolis. Les objectifs de la conférence, à savoir améliorer l'image de Washington dans la région afin de créer un « front uni » contre l'Iran et d'enregistrer des progrès, même symboliques, sur le dossier israélo-palestinien avant la fin du mandat présidentiel, ont réussi « *dans un certain sens* », notamment avec le soutien accordé par les participants à la conférence de paix. Toutefois, la faiblesse interne du président Abbas

et du Premier ministre Olmert sème le doute quant à leur capacité de mettre en application tout accord qui pourrait être négocié. Enfin, le grand succès de la nouvelle politique américaine réside, d'après nos auteurs, dans l'abandon de l'approche idéologique et du projet de « grand Moyen-Orient ». La nouvelle politique « *rationnelle et pragmatique* », qui est plus modérée, permet aux États-Unis de rétablir leur position dominante au Moyen-Orient, position qu'ils auraient pu retrouver de toute façon car « *même si toutes les puissances aspirent à la stabilité du Moyen-Orient, aucune n'est prête à assumer le rôle de garant et à remplacer les États-Unis dans cette tâche* ».

11. Chine-Russie-Inde : un triangle équilibré

Synthèse commentée de Michaïl Andréï, d'après :

- Ling Yun, « Jeu à somme nulle ou alliance ? », *Guoji zhanwang-World Outlook*, n°2007-16, p. 46-51.
- Zheng Tu, « L'Inde devient le partenaire militaire le plus important de la Russie », *Guoji zhanwang-World Outlook*, n°2007-16, p. 52-55.
- Gaoyi Geqiang, « Apparition d'un renforcement de l'alliance russo-indienne », *Guoji zhanwang-World Outlook*, n°2007-16, p. 56-59.

Ce dossier, paru dans la revue de langue chinoise *Guoji zhanwang-World Outlook*, décrit les actuelles turbulences au sein de l'entité internationale périodiquement à la une de la presse internationale sous l'appellation de « triangle (stratégique) Chine, Russie, Inde ». Au-delà de leur thème propre, les articles commentés ici offrent l'occasion de juger du contenu éditorial de cette nouvelle revue, ses sources et les questionnements de ses auteurs. Sans s'être totalement réparti les thèmes et puisant aux mêmes sources, les trois auteurs parviennent à éviter un recouvrement exagéré de leurs articles, mais laissent malgré tout le sentiment que la surface consacrée à ce sujet aurait gagné à être réduite d'un bon tiers. Les sources communes aux trois auteurs sont, dans l'ordre, *Hanhe fangwu pinglun*, site bilingue basé au Canada (également dénommé *Kanwa*) spécialiste des questions de

défense en Asie ; *Jane's Defense Weekly*, magazine spécialiste de la défense qu'on ne présente plus ; *Defense News*, et quelques revues citées plus ponctuellement. Quelques autres références renvoient à des médias d'État (russe notamment) et, plus rarement, à la presse généraliste. On le voit, la source essentielle est constituée par les magazines consacrés aux questions de défense et, plus particulièrement, de matériel militaire. Rien d'étonnant donc à ce que la quasi-totalité des propos des trois auteurs se limite aux questions d'armement, ce qui donne du « triangle Chine, Russie, Inde » une idée partielle dans le sens où, dans le domaine du matériel militaire, un des trois côtés manque de façon manifeste.

Ling Yun, tout d'abord, fait valoir l'importance de l'armement russe pour la défense chinoise « *et, plus encore,* » pour la défense indienne (« *équipée à 70 % de matériel russe* »), et souligne la substitution de l'Inde à la Chine au premier rang des clients du complexe militaro-industriel russe. C'est cette progression, pense-t-il, qui a induit l'Inde à faire valoir son poids en termes de marché afin de persuader la Russie d'interdire à Pékin toute réexportation du réacteur RD-93, destiné au JF-17³³. À l'heure où paraissait ce dossier, le suspense semblait en effet entier, notamment du fait de la grande assurance dont les chefs militaires indiens, comme le souligne Ling Yun, ont constamment fait preuve quant au succès de leur lobbying auprès de Moscou.

Voyant dans la conduite indienne tous les ressorts d'un « *jeu à somme nulle* », Ling Yun s'interroge sur la possibilité d'une réelle synergie assurant des bénéfices réciproques aux trois membres du triangle : « *Comment, s'interroge-t-il, transformer un triangle isocèle en triangle équilatéral ?* » Il en perçoit une possibilité au travers du projet parfois évoqué d'un codéveloppement tripartite du chasseur de cinquième génération³⁴. Mais l'échelle chronologique joue quelques tours

33. Le JF-17, ou FC-1, est un chasseur développé conjointement par la Chine et le Pakistan, et dont la motorisation devrait être assurée par ce réacteur russe. L'Inde a assez tôt tenté d'obtenir de la Russie une interdiction à la Chine de réexportation vers un pays tiers, qui aurait considérablement diminué les chances de vente de cet appareil. Cette affaire est en fait la raison d'être de ces trois articles.

34. Pour lequel la firme russe Sukhoï prévoit une phase de R & D dans les sept années à venir.

à son hypothèse. Il la fonde en effet sur deux allusions à une possible invitation de la Chine dans ce projet, échappées successivement à l'industriel russe Sukhoï (en 2002), puis à l'ambassadeur de Russie en Inde (en 2004). Considérant la progression dans le caractère semi-officiel des déclarations (la première est un « *acte d'ordre privé* », la deuxième un « *engagement non officiel* »), il néglige cependant de remarquer que toute l'affaire du RD-93 est bien postérieure à ces déclarations porteuses d'espoir. Et qu'à ce jour, rien ne semble devoir les conforter. Aux deux tiers de l'article, Ling Yun délaisse les sources du monde de l'armement pour élargir son propos aux relations de sécurité entre les trois pays, évoquant le « *triangle stratégique* » mentionné pour la première fois par le ministre russe Evgueni Primakov en 1998 lors d'une visite en Inde. L'article en reste cependant à des généralités, qui parviennent à distinguer un important potentiel dans des convergences liées à la mondialisation, et ne sont en rien spécifiques aux trois pays en question (« *criminalité transnationale* », « *lutte contre le terrorisme* »). Bien que l'auteur rappelle la « *triple renonciation* » à laquelle se sont engagés les membres de ce triangle furtif (« *ne pas s'allier* », « *ne pas s'opposer* », « *ne pas se liguer contre un tiers* »), il manque cependant à cette analyse l'évocation de l'aspect manifestement *neutralisateur* de ce triangle, qui est son principe même, alors que le thème retenu aurait précisément permis d'en arriver à cette question (cf. *infra*). Passant ainsi quelque peu à côté de l'essence particulière de la relation triangulaire sino-russo-indienne, l'article de Ling Yun se conclut en toute logique par une rapide évocation successive des trois relations bilatérales et montre qu'elles n'empêchent en rien la constitution de ce « *nouveau pôle qui se juxtaposerait au pôle américano-européen* » : en additionnant 2 + 2 + 2, il tâche de trouver 3.

L'article de Zheng Tu ne mérite pas un examen particulier puisqu'il constitue une simple compilation de données provenant des sources spécialisées citées plus haut. Il y est exclusivement question de l'industrie aéronautique russe, des réacteurs RD-93 et AL-31 dans leurs différentes versions, des appareils indiens pouvant les recevoir et pour quel prix. Mais, comme nous le verrons plus bas, cet article vise peut-être le cœur

du lectorat du *Guoji zhanwang-World Outlook*.

Le dernier des trois auteurs, Gaoyi Geqiang, s'avère le plus intéressant : il se concentre sur la relation russo-indienne et ses dangers pour la Chine, sans chercher aucun recours dans les lunes de la coexistence pacifique. La transition spectaculaire qu'il perçoit dans leur commerce bilatéral d'armement est (outre le passage de l'Inde au premier rang des clients de la puissance russe) celle d'acheteur à collaborateur. Et, alors que Ling Yun faisait ressortir la plus grande indépendance technologique de l'industrie chinoise, qui lui permet de s'émanciper de la Russie³⁵, Gaoyi Geqiang souligne la rapide progression des capacités indiennes de R & D. Le codéveloppement du missile de croisière BrahMos³⁶ lui offre un exemple de ce que peuvent accomplir ensemble les deux pays, et les multiples projets de même nature (avion de transport moyen de vingt tonnes, chasseur de cinquième génération) renforcent son propos bien plus efficacement que les références aux exercices conjoints permettant aux deux pays de « *découvrir des concepts opérationnels avancés* ». Loin de s'en tenir au seul domaine aéronautique, l'auteur souligne l'intérêt conjoint des Russes et des Indiens dans la coopération spatiale, qui viendrait en appui de la volonté indienne de mettre au plus vite sur pied un « *commandement des forces spatiales et aériennes* ». Ainsi le rapprochement de l'Inde avec le programme Glonass optimiserait le programme de modernisation du système russe de navigation satellitaire.

Gaoyi Geqiang traite finalement des motivations stratégiques des deux États, sans en exclure les acteurs extérieurs : ainsi identifie-t-il la « *pression américaine sur la Rus-*

*sie*³⁷ » comme la première motivation russe d'un rapprochement sensible avec l'Inde : on voit que cette lecture diffère sensiblement de celle de Ling Yun, qui préférerait voir avant tout dans ce rapprochement l'effet des forces du marché. Dès lors, il fait tout concourir de manière dynamique à ce rapprochement : la levée des ventes d'armes américaines au Pakistan, le rapprochement Washington-New Delhi... Côté indien, la motivation est, semble-t-il, plus simple : il s'agit d'une visée de puissance hégémonique à moyen terme. La conclusion de ce troisième article reste cependant prudente : soulignant les risques (en termes d'économie comme de sécurité) que représente pour la Russie une production en partie délocalisée en Inde, Gaoyi Geqiang fait ressortir que les liens d'armement russo-indiens, tout assurés qu'ils sont de ne pas connaître de ralentissement, subissent cependant la concurrence des États-Unis du fait de la « *politique indienne de diversification progressive des achats d'armement* » : la coopération de défense russo-indienne est donc « loin d'être acquise pour toujours ».

Après lecture de ce dossier, il semble que le *Guoji zhanwang* soit plutôt destiné à ce public non spécialiste mais féru d'armement qui fréquente les étals débordant de revues consacrées à ce thème dans les rues chinoises³⁸. Toute réflexion digne d'intérêt n'en est pas pour autant absente, quoi qu'on puisse, dans ce cas particulier, regretter la totale absence de théorisation du « triangle stratégique » dont il est question. Ce qui n'empêche pas, là encore, d'en saisir l'utilité dernière : la tentative de neutralisation des relations bilatérales au sein de ce triangle, bien plus que l'opposition aux États-Unis ou la parade à leurs tentatives d'instrumentalisation. En ce sens, la triple renonciation initiale rappelée plus haut éclaire les raisons pour lesquelles ce triangle ne peut exister que par éclipses³⁹.

35. Ling Yun distinguait d'ailleurs dans l'équilibre technologique émergeant entre Russie et Chine un autre « jeu à somme nulle » dans lequel les Russes sont pris entre deux feux : vendre moins et seulement des pièces détachées ou des technologies, ou accepter de vendre ses équipements les plus modernes au risque de les voir rapidement copiés par la Chine.

36. Les militaires pakistanais soutiennent qu'il s'agit en fait « *d'un missile purement russe sur lequel a été peint le drapeau indien* », allégation qui souligne le caractère inquiétant de ce type de coopération pour les pays tiers.

37. Le *containment* américain auquel est soumise la Russie est consécutif, explique-t-il, au « *retour à la vie* » (复苏) de celle-ci, expression remarquable en chinois puisqu'on pourrait également la comprendre comme un « retour à l'Union soviétique »...

38. Pour le définir plus précisément encore, il faut noter que le numéro 2006-20 consacrait son dossier au nucléaire chinois, à partir de sources exclusivement américaines.

39. Début décembre, la vente du RD-93 avec une licence de réexportation semblait totalement

12. Les manœuvres communes de l'Organisation de coopération de Shanghai

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel, d'après :

– « Vers une alliance militaire ? », dossier spécial du *Guoji zhanwang-World Report*, n°570, 15 août 2007, p. 12-23.

Du 9 au 17 août 2007, les pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ont mené en Chine et en Russie les exercices conjoints de lutte contre le terrorisme les plus importants de leur histoire par leur ampleur : « Mission de paix 2007 » (和平使命, *heping shiming*)⁴⁰. Le dossier du *Guoji zhanwang* prend le contre-pied des analystes occidentaux, qu'il se fait un plaisir de recenser dans un premier article. Plusieurs think tanks américains ont vu dans ces exercices l'émergence d'une alliance sino-russe incluant les pays d'Asie centrale, certains y voyant la première pierre posée à un nouveau « pacte de Varsovie » eurasiatique destiné à contrebalancer l'expansion vers l'est de l'Otan⁴¹. Pourtant, l'article reste muet sur les perceptions et les intentions de la Chine et de la Russie. Il préfère partir des sources occidentales pour spéculer sur la réaction américaine que les exercices provoqueront. Il pose que ces manœuvres antiterroristes ont augmenté le niveau d'intérêt de Washington pour les pays ex-soviétiques de l'Asie centrale. Alors que les Américains commenceraient à comprendre que leur présence dans la région n'est plus indispensable pour assurer sa sécurité, un retour stratégique pour tenter de contrebalancer la puissance de la Chine et de la Russie n'est pas à exclure. D'autant que les pays de la région continuent à voir les États-Unis comme un utile contrepoids à ces deux puissances, ce qui de l'avis des auteurs ouvre une fenêtre d'opportunité pour Washington.

acquise à la Chine, ce qui marque la vanité des efforts indiens.

40 . Pays engagés : Russie (2 000 hommes), Chine (1 600), Kazakhstan (100), Tadjikistan (100), Kirghizstan (30), Ouzbékistan (12).

41. « SCO is Primed and Ready to Fire », *Asia Times online*, 4 août 2007. La presse anglophone souligne pourtant que la comparaison avec le pacte de Varsovie se dressant contre l'Otan a été à l'origine avancée par les Russes. Voir « Eurasian Bloc Seeks World without West », *Asia Times online*, 17 août 2007.

L'intérêt du dossier réside pourtant dans le fait qu'il n'attache que peu d'importance à la valeur et aux conséquences de ces exercices sur un plan géopolitique. Il n'évoque ni la coopération militaire sino-russe, ni l'émergence d'une communauté de sécurité dans la région. Il passe sous silence l'intention souvent prêtée à la Chine de minimiser l'influence occidentale en Asie centrale et de répondre à l'expansion de l'Otan par une stratégie d'alliance. Car, à lire le *Guoji zhanwang*, les exercices « Mission de paix » ne seraient dignes d'intérêt que sous un seul angle : la modernisation des capacités de projection de forces de l'armée chinoise (战略投送能力, *zhanlüe tousong nengli*), et en particulier de ses forces de réaction rapide, et ses capacités à mener des opérations aériennes contre des cibles terrestres⁴².

Sur ce plan, le *Guoji zhanwang* salue une opération historique. Jamais l'armée chinoise n'avait eu à transporter autant d'hommes et de matériel sur une distance aussi longue, en surmontant tous les défis logistiques que le montage d'une telle opération comporte. Sur plus de 10 000 km par voie ferrée et 2 700 km par voie aérienne jusqu'à Tcheliabinsk, l'Armée populaire de libération (APL) a déplacé 1 600 hommes⁴³, 18 avions de transport IL-76, 32 hélicoptères, et 8 chasseurs-bombardiers JH-7. Le succès de cet exercice de projection de forces est au moins aussi important, si ce n'est plus, que les exercices antiterroristes en eux-mêmes, autant pour les forces terrestres chinoises que pour son armée de l'air, qui eut ainsi l'occasion de tester ses capacités de ravitaillement en vol. D'après le *Guoji zhanwang*, la route choisie par l'APL, après le refus du Kazakhstan d'accorder à la Chine le droit de traverser son territoire, était particulièrement difficile pour les 16 hélicoptères d'attaque Z-9W et les 16 hélicoptères de transport MI-17 du corps

42. Pour une description détaillée du déroulement des exercices conjoints, se reporter à Roger McDermott, « The Rising Dragon : SCO Peace Mission 2007 », Occasional Paper, The Jamestown Foundation, octobre 2007.

43. Un groupe de combat de l'armée de terre, un groupe de combat de l'armée de l'air, un groupe de support intégré. Les formations opérationnelles étaient composées d'unités de chasseurs-bombardiers, de parachutistes, de transport, de forces spéciales, d'aviation de l'armée de terre et de cavalerie blindée.

d'aviation de l'armée de terre : les conditions topographiques (les monts Altaï, dont le pic de l'Amitié, à 4 300 m) et climatiques difficiles les ont obligés à tester leurs capacités de ravitaillement en vol (transport de réservoirs de rechange). Preuve que l'état-major de l'APL tenait à effectuer cet exercice malgré ses risques, il refusa la proposition russe de fournir des gros porteurs pour l'acheminement des hélicoptères chinois jusqu'à Tcheliabinsk.

Ces manœuvres ont donc été pour la Chine une occasion de tester certains éléments de ses forces de réaction rapide, malgré l'absence notée des chasseurs J-10 (très attendus par les Occidentaux) et J-11, ainsi que des tanks de type 99, les plus modernes et coûteux de l'armée de terre chinoise. Au premier plan de ces forces de réaction rapide, les véhicules de l'avant-blindé amphibie de type 92 (WZ 551), qui se sont imposés comme système d'armement essentiel pour des opérations antiterroristes en raison de ses qualités particulières : légèreté (importante pour son transport par les IL-76), maniabilité et puissance de feu adéquate. En outre, l'utilisation d'hélicoptères de combat dans une opération antiterroriste impliquant une projection de forces sur une longue distance est présentée comme une avancée importante, qui permet de moins dépendre des avions de transport et des voies ferrées. Enfin, les exercices « Mission de paix 2007 » ont procuré un entraînement inédit aux troupes aéroportées chinoises, qui ont parachuté des véhicules de combat légers armés pour la lutte antiterroriste (mais pas seulement puisque ces véhicules peuvent être équipés de missiles antichars). Il va de soi que la projection de ce matériel de guerre ne saurait s'expliquer par la seule menace terroriste à laquelle la Chine fait face, quelle que soit l'intensité de celle-ci. Un tel arsenal vise avant tout des groupes armés organisés et dépourvus de puissance aérienne⁴⁴. Le *Guoji zhanwang* estime en

conséquence que la Chine dispose de capacités suffisantes pour intervenir dans des conflits de basse intensité sur un territoire relativement éloigné des lieux de concentration de ses forces.

Dans cette perspective, le combat air-sol et la couverture aérienne pour les mouvements de troupes au sol, – qui suppose la suprématie aérienne – apparaissent comme des missions essentielles. Le *Guoji zhanwang* estime que le chasseur-bombardier JH-7 est particulièrement adapté pour conduire ces deux types d'opérations sur des terrains escarpés. La conclusion de l'article pose cependant la question des véritables intentions des planificateurs chinois. Car le *Guoji zhanwang*, sans révéler l'unité de rattachement des JH-7, annonce qu'ils viennent d'un régiment du sud de la Chine, régiment qui participe depuis 1972 à la préparation d'un conflit contre Taïwan, qui a participé aux manœuvres d'intimidation de mars 1996, et qui a gagné le surnom de « troupes d'attaque d'avant-garde » (先锋强击大队, *xianfeng qiangji dadui*). Le choix de déployer des éléments de ce régiment illustre une tendance à construire des forces de réaction rapide pouvant être mobilisées pour différents types de missions sur différents types de terrain. Si le message du dossier ne peut en aucun cas représenter fidèlement les perceptions des planificateurs chinois, il est en tout cas destiné à un public de lecteurs friand d'informations positives sur le développement des capacités de l'APL⁴⁵. Son ton triomphant tend quand même à faire penser que la Chine perçoit les exercices conjoints sous l'angle de la modernisation de l'APL, bien plus que comme des étapes vers la création d'alliances, ce qui ouvre vers une autre problématique : la culture de l'APL serait-elle un obstacle à la conduite par la Chine d'une stratégie d'alliances militaires ?

44. L'analyse du *Guoji Zhanwang*, malgré son ambiguïté, corrobore celle de Roger McDermott, qui estime que le scénario des exercices conjoints était modelé sur les émeutes d'Andijan de mai 2005 en Ouzbékistan et que les pays participants prendraient pour cible virtuelle d'éventuelles « révolutions de couleur » dans la région. McDermott considère que ces manœuvres, en démontrant les capacités de la Chine à combattre une insurrection de grande échelle connectée aux radicaux en

Afghanistan, envoient un signal fort aux indépendantistes ouïgours.

45 Sur le lectorat du *Guoji Zhanwang*, se reporter aux analyses de Michaïl Andréi dans ce numéro.

PRESSE TAÏWANAISE

À Taïwan, alors que toute l'énergie de l'île est dirigée vers les prochaines élections – législatives le 12 janvier 2008 puis présidentielles le 22 mars –, le 17^e congrès est pratiquement passé inaperçu et la politique chinoise reste l'affaire d'une communauté de spécialistes bien informés. Leurs analyses commentent la stabilisation progressive du régime politique chinois au moyen d'une institutionnalisation croissante, mais encore insuffisante pour garantir que le Parti communiste ne retombera jamais dans les luttes intestines. La notion de « stabilisation » s'applique également à la stratégie envers Taïwan. Pékin privilégie la construction d'un cadre d'interaction pacifique négocié avec l'île pour neutraliser les indépendantistes, à l'heure où leur discours s'est largement banalisé. Dans un mélange sophistiqué de souplesse, de fermeté et d'action stratégique indirecte – la dissuasion de l'indépendantisme en s'appuyant sur les États-Unis –, Pékin s'efforce de conserver un espace pour le dialogue en misant sur l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement à la fin du printemps 2008. Avec une unité de façade, qui impose pour l'instant le silence à ceux qui pensent que Taïwan va trop loin en soumettant à un référendum sa politique d'adhésion à l'Onu. Mais en respectant de fait l'exercice de la souveraineté populaire sur l'île...

13. Le 17^e congrès vu de Taïwan

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel, d'après :

– Yang Kai-huang, « Le 17^e congrès, mise en œuvre d'un anti-indépendantisme souple », *Lienhebao*, 23 octobre 2007.

– Chao Chun-shan, « La succession au Parti communiste, de la science, pas de système », *Lienhebao*, 23 octobre 2007.

Le 17^e congrès a été largement ignoré par les médias taïwanais, qui se désintéressent de l'actualité intérieure chinoise depuis déjà longtemps. Cependant, de fins connaisseurs du fonctionnement du régime chinois ont publié leurs analyses dans les colonnes de la presse quotidienne. L'une d'entre elles, rédigée par Lin Chong-pin⁴⁶, universitaire qui fut vice-ministre de la Défense de 2003 à 2004, a même été traduite du chinois pour paraître d'abord en version abrégée dans *l'International Herald Tribune*, puis dans sa version complète dans le *Taipei Times*⁴⁷. Lin Chong-pin y énonçait que Hu Jintao menait une stratégie d'encerclement du centre à partir de la base : sans dominer complètement ni le Comité permanent, ni le Bureau politique, il avait été extrêmement actif pour consolider son pouvoir dans l'armée et dans les administrations locales, ce qui en faisait un leader fort.

Mises en regard, les deux analyses sélectionnées posent une question de fond :

46. Lin Chong-pin, « Hu Jintao feint la concession pour mieux remporter la victoire », *Zhongguo shibao*, 23 octobre 2007.

47. Lin Chong-pin, « PRC's Hu Gains Power in Substance », *Taipei Times*, 2 novembre 2007.

les arrangements et tractations pour préparer la succession de Hu Jintao et Wen Jiabao au 18^e congrès de 2012, avec Xi Jinping et Li Keqiang en compétition potentielle pour le poste de secrétaire général, ne risquent-ils pas de ramener l'instabilité dans le système politique chinois, sous la forme de luttes de pouvoir pour la succession ?

Yang Kai-huang tente d'abord de dédramatiser la question. Le Parti communiste ne subit aucune pression forte qui risquerait de lui faire perdre le pouvoir. Les mécontentements sont contenus, et, dans cette mesure, aucune dissension idéologique ne peut venir fracturer l'unité du Parti. Le dirigeant suprême peut donc se permettre, tout en restant cohérent avec le modèle de développement suivi, de porter l'emphase sur quelques points qui forment le cœur de son agenda politique et de son legs personnel à la Chine. Dans le cas de Hu Jintao, il s'agit de trois priorités : encourager l'innovation, favoriser l'harmonie sociale en développant des formes d'État-providence, introduire des formes de démocratisation.

Pourtant, Hu Jintao n'est pas assez fort pour surmonter la force d'inertie du Parti et imposer son propre successeur. Yang Kai-huang distingue deux échecs : l'incapacité de M. Hu à bâtir un véritable système institutionnalisé pour la succession, et son impuissance à mener la faction de la Ligue de la jeunesse communiste à un contrôle total absolu sur le Parti et l'État. Même s'il faut relativiser ces échecs, il en découle deux problèmes : le retour à une certaine imprévisibilité de la question de la succession, et des conditions propices à l'émergence d'une lutte de pouvoir pour le contrôle du Parti. Dans le pire

des cas, il s'agit d'une mauvaise nouvelle pour la stabilité en Chine et dans le monde.

Yang Kai-huang se refuse à tomber dans le catastrophisme et modère son analyse par une hypothèse alternative. Il observe que M. Hu s'est distingué par sa capacité à « réunir les cinq lacs et les quatre océans » (團結五湖四海, *tuanjie wuhu sihai*), en s'appuyant sur sa volonté de renforcer les institutions chinoises et par sa recherche constante de la stabilité du régime. Pourquoi alors ne pas croire que l'arrangement entre Xi Jinping et Li Keqiang n'est pas une avancée dans le système de sélection d'une nouvelle équipe dirigeante chinoise ? En préparant au pouvoir non un dirigeant suprême mais un tandem, M. Hu introduirait une dose de stabilité à un moment opportun, celui où aucun politicien chinois n'est plus assez fort pour choisir lui-même son successeur.

Yang Kai-huang estime que l'institutionnalisation de la sélection au Bureau politique est déjà en place. Elle prend la forme d'un équilibre dans la répartition des sièges entre les dirigeants centraux du Parti, l'Armée populaire de libération, les dirigeants locaux et les responsables gouvernementaux. En revanche, la sélection au Comité permanent est plus imprévisible. La construction de critères de sélection comme la moralité personnelle, les capacités de gestion, l'ardeur au travail, les résultats politiques et l'intégrité (德, 能, 勤, 績, 廉; *de, neng, qin, ji, lian*) n'est pas encore assurée. Alors que cette analyse fait sans aucun doute allusion au maintien au comité permanent de Jia Qinglin, Yang Kai-huang persiste à voir dans le développement de la politique intérieure chinoise un mouvement général vers une stabilité croissante et la mise en œuvre graduelle par Hu Jintao d'une véritable réforme politique.

Son analyse converge avec celle de Chao Chun-shan, qui adopte pourtant une démarche différente. Connue pour sa vision du système politique chinois selon laquelle celui-ci suivrait un développement linéaire qui l'amène à une institutionnalisation croissante et à une stabilité accrue, Chao Chun-shan estime qu'il est temps que la sinologie abandonne la « pékinologie » et cesse d'analyser la politique intérieure chinoise en termes de luttes de pouvoir. Si Mao Zedong et Deng Xiaoping ont bien obtenu et consolidé leur

pouvoir à la suite de luttes incessantes, le pouvoir de Jiang Zemin puis celui de Hu Jintao, en revanche, sont issus de la concertation et du compromis. Mais ni le compromis ni la lutte de pouvoir ne sont des angles pertinents pour décrire la succession de Hu Jintao. Car, contrairement aux usages qui ont eu cours dans le passé, le prochain dirigeant chinois ne sera pas nommé parce qu'il défend une ligne politique correcte et acceptable pour le Parti, mais parce qu'il sera au service de la ligne politique sur laquelle le Parti se sera déjà accordé. L'époque des hommes forts est révolue. La Chine est entrée dans l'ère des « bureaucraties disposant d'une spécialité technique répondant à la demande du marché politique ». Il s'agit pour Chao Chun-shan de l'application de la théorie du développement scientifique, chère à Hu Jintao, à la question de la succession.

Dès lors, il ne faut pas s'attendre à des changements de ligne politique de la part du successeur de Hu Jintao. Car les problèmes de la Chine sont avant tout liés à son système politique, et non à la personnalité de ses dirigeants. Par analogie, Deng Xiaoping était persuadé que la responsabilité de la Révolution culturelle ne saurait échoir exclusivement à Mao Zedong, mais qu'elle reposait sur les déficiences du système politique chinois. Depuis l'ère des réformes et de l'ouverture, le développement politique chinois s'est entièrement construit sur la volonté de « transformer le désordre en ordre » (撥亂反正, *boluan fanzheng*), mais cette tâche, qui suppose de construire un système garantissant la stabilité dans la succession, est encore loin d'être accomplie. De ce point de vue, la succession, lorsque viendra le 18^e congrès, reposera bien sur des critères rationnels, ou « scientifiques », du point de vue de la stabilité en Chine, mais sans pouvoir s'appuyer sur un véritable système qui garantirait qu'il en sera ainsi, à l'avenir, pour tous les congrès.

14. Un accord de paix entre les deux rives, une proposition sérieuse ?

Synthèse commentée de Hubert Kilian, d'après :

– Chao Tsung-hai, « L'accord de paix est plus qu'une vieille liqueur dans un flacon neuf », *Zhongguo shibao*, 22 octobre 2007, pages éditoriales.

– Chiang Jin-ye, « S'appuyer sur le principe d'une seule Chine pour cadrer un accord de paix », *Xin xinwen-The Journalist*, n°1077, du 25 au 31 oct. 2007, p. 64 à 66.

Du 17^e congrès du Parti communiste (du 15 au 22 octobre 2007), la presse taïwanaise semble avoir retenu les luttes de pouvoir internes au Parti communiste chinois et la question de la succession plutôt que la proposition de paix formulée par le président Hu Jintao. Bien que celle-ci ait été abondamment commentée dans les cercles universitaires et ceux du pouvoir, à Taipei comme à Washington, la presse insulaire n'y a donné qu'un écho limité, d'autant que le gouvernement taïwanais opposait une fin de non-recevoir à cette proposition. Hu Jintao déclarait : « *Nous appelons solennellement à mettre fin réellement aux hostilités grâce à des consultations menées sur la base d'une Chine unique, à parvenir à un accord de paix et à établir ainsi un cadre régissant le développement pacifique (entre les deux parties)* », tandis que Chen Shui-bian qualifiait l'ouverture d'accord de capitulation⁴⁸.

Des analyses menées ressort un point principal : l'ambition pacifique que manifeste Pékin vis-à-vis de Taipei ne doit pas être réduite à la reformulation rhétorique d'une ligne politique déjà établie, malgré certains éléments qui montrent que le rapport au congrès de M. Hu a peu modifié la stratégie chinoise de réunification.

Le *Xin xinwen* rappelle d'abord la constance dont fait preuve Pékin dans sa volonté d'imposer le respect du principe d'une seule Chine aux autorités taïwanaises. Lors du 14^e congrès, Pékin avait déclaré vouloir « *discuter de tout sous l'empire du principe d'une seule Chine* ». Lors du 15^e congrès, Pékin a affirmé que « *la condition préalable pour entamer des négociations propres à*

48. « Chen slams peace overture as akin to treaty of surrender », *Taipei Times*, 20 octobre 2007.

mettre fin à l'état de guerre dans le détroit était la reconnaissance par Taipei du principe d'une seule Chine ». Le rapport du 16^e congrès mentionna trois dossiers concrets qui pourraient faire l'objet de négociations, dont « *l'arrêt officiel des hostilités dans le détroit, le statut et l'identité internationale de Taïwan, ainsi que l'espace laissé à Taïwan sur la scène internationale* ». À l'occasion du 17^e congrès, le principe d'une seule Chine est réaffirmé comme cadre pour un éventuel accord de paix. L'article observe que les universitaires chinois, à l'origine de l'idée d'un tel accord, ont une fois de plus réfléchi à ce que la Chine pouvait céder sans vraiment se poser la question de savoir ce que les Taïwanais pouvaient accepter. Il constate également que cette proposition d'accord de paix s'accorde parfaitement avec les « quatre points » de Hu Jintao⁴⁹, la loi antisécession⁵⁰, et les déclarations de M. Hu au printemps 2005 à l'occasion de la visite en Chine de Lien Chan⁵¹. Il s'agit donc plus de la part de Pékin d'une évolution subtile que d'un changement radical de sa politique à l'égard de Taïwan.

Pour le prouver, Chao Tsung-hai procède à un examen approfondi de la sémantique de la déclaration de Hu Jintao. Il note qu'à aucun moment, depuis 1949, Pékin n'a formellement employé le mot *paix* dans le

49. « President Hu's "four-point" speech shows utmost sincerity toward Taiwan », *People's Daily*, 8 mars 2005. « *As long as the Taiwan authorities recognize the "1992 Consensus" and the one-China principle, cross-Straits talks and negotiations can be immediately resumed, and whatever problems can be discussed, and the topics for discussion can be diversified, not only a formal end to the state of cross-Straits hostility and the building of military mutual trust can be discussed, but also the Taiwan authorities' political status and Taiwan's international living space, as well as all problems needing solutions in the process of realization of peaceful reunification can be discussed. These expressions of "can" show more flexibility and feasibility in relations to cross-Straits relations.* »

50. Adoptée le 14 mars 2005, la loi antisécession entend « *préserver l'unité chinoise par la voix pacifique* » et en reconnaissant certains droits et spécificités à Taïwan (province autonome). Elle fournit une nouvelle base juridique à l'emploi de « *moyens non pacifiques* » dans certaines conditions, dont une déclaration d'indépendance.

51. Le 29 avril 2005, Hu Jintao reçoit à Pékin le président du Kuomintang, Lien Chan. À la suite de cette rencontre historique, Hu Jintao déclara que le « *consensus de 1992* » pouvait représenter la base d'un accord entre les deux parties.

cadre d'une proposition faite à Taipei, que ce soit dans les huit points de Jiang Zemin⁵² ou dans le rapport du 15^e congrès du Parti communiste en 1997. Il souligne que toutes les propositions d'ouverture formulées par Pékin sont construites autour de la même approche : « *Faire le premier pas pour que, sous l'empire du principe d'une seule Chine, les deux parties s'entendent officiellement pour mettre fin à la confrontation dans le détroit, commencent des négociations et signent un accord.* » Le choix du terme « accord » (協議, *xieyi*) est ici soigneusement choisi puisqu'il évite une référence à deux États, comme le supposeraient les termes « *xieding* » (協定) ou « *tiaoyue* » (條約). Le vocabulaire employé par Hu Jintao reprend ainsi celui utilisé dans les dix points de consensus dégagés par le PCC et le Kuomintang lors de la visite historique de Lien Chan sur le continent chinois, visite à propos de laquelle tous les documents conjoints mentionnaient la perspective d'un « accord de paix » (和平協議, *heping xieyi*).

C'est en raison de ce contexte que les deux articles se rejoignent pour accorder une valeur politique nouvelle à la formulation, par Hu Jintao, d'une proposition d'« accord de paix » à l'occasion de ce 17^e congrès.

Pour Chao Tsung-hai, cette proposition d'accord de paix n'est donc pas « réchauffée ». Selon lui, Hu Jintao admet que la nature des relations entre les deux rives et le statut de Taïwan ne peuvent être définis qu'à la suite d'un processus de négociations, et croit que la paix ne fera pas l'économie de négociations. C'est ce point qui mérite le

52. Annoncés le 30 janvier 1995 et baptisés « Continue to Promote the Unification of the Motherland ». Les huit points ont été communiqués sous la forme d'un discours à l'occasion du centième anniversaire du traité de Shimonoseki. Outre l'adhésion au principe d'« une seule Chine », l'opposition à « deux Chines » ou à « une Chine, un Taïwan » ainsi qu'à l'expansion de « l'espace d'existence internationale de Taïwan », et le refus de l'abandon de l'usage de la force, certains points ont été proposés, comme une négociation sur la protection des investissements taïwanais et la possibilité de poursuivre des relations économiques et culturelles non officielles avec des pays tiers. Enfin, l'éventualité de la signature d'un accord de cessation des hostilités contre l'assurance que Taïwan ne déclarerait pas son indépendance a été évoquée ; pour ce faire, la possibilité de mener des négociations sur le transfert de souveraineté sous l'égide du principe d'une seule Chine a été proposé.

plus d'attention, selon l'auteur : en abandonnant les formules rhétoriques qui avaient prévalu jusqu'à présent, M. Hu met l'accent non plus sur l'objectif final de sa stratégie – l'unification entre les deux rives – mais sur le procédé par lequel il pense l'atteindre. Pour cette raison, l'emploi du terme « accord de paix » dans son rapport au congrès revêt une signification politique qui n'aura échappé à personne et est révélateur de l'orientation que devrait prendre la politique taïwanaise de Pékin dans les cinq prochaines années.

Mais plus encore, selon le *Xin xinwen* le président chinois a choisi le terme « accord » pour améliorer l'image de la Chine à l'étranger. Aux yeux de la communauté internationale, ce terme évoque en effet un consensus entre les deux rives, ce qui démontre un certain assouplissement de la part de Pékin. Chao Tsung-hai rejoint sur ce point le *Xin xinwen*, qui cite (anonymement) un fonctionnaire chinois selon lequel l'autoritarisme unilatéral dont Pékin faisait preuve habituellement deviendrait improbable dans la résolution de la question de Taïwan. Un facteur explicatif de cet assouplissement tient au fait que Hu Jintao et la nouvelle génération de dirigeants n'ont pas le même ressenti historique à propos de la question de Taïwan que la génération précédente, qui en faisait une affaire de principe. La modération et le pragmatisme devraient donc primer dans la gestion des relations entre les deux rives.

Le *Xin xinwen* développe cependant en second lieu une analyse visant à tempérer trop d'optimisme. Selon un autre universitaire chinois, si Hu Jintao s'est bâti une réputation d'homme doux et modéré, il ne faut pas oublier la manière dont il a réprimé les manifestations tibétaines alors qu'il était secrétaire général de la commission de la région autonome du Tibet⁵³. De la même manière, le président n'aurait jamais formellement écarté la possibilité de l'emploi de la force contre Taïwan, à laquelle il a même donné une nouvelle base juridique en faisant voter en mars 2005 la loi antisécession.

Pour un autre spécialiste de Chine continentale, la politique chinoise vis-à-vis de Taïwan

53. Hu Jintao est resté dans la région autonome du Tibet de 1988 à 1992.

a gagné en autonomie depuis l'élection présidentielle de 2004 à Taïwan. Les prises de positions des partis politiques et les décisions du gouvernement taïwanais n'importent plus à Pékin, qui développe aujourd'hui sa politique de réunification sans se soucier des évolutions politiques à Taïwan, d'autant plus que les récentes démarches du Kuomintang en faveur d'un retour à l'Onu de la République de Chine confortent Pékin dans cette certitude⁵⁴.

Enfin, l'article cite d'autres universitaires chinois, qui, revenant sur le contenu de la proposition de Deng Xiaoping, « *un pays, deux systèmes* », considèrent que ce dernier aurait intentionnellement laissé dans le flou la définition de cette formule afin de laisser aux Taïwanais le soin d'en négocier le contenu. Selon ces universitaires, l'idée de cet accord de paix reprendrait l'esprit qui a présidé à la proposition de Deng Xiaoping. Et les Taïwanais devraient en profiter.

Les deux articles semblent s'accorder pour conclure au renforcement de la tendance de la politique de réunification chinoise à privilégier la stabilisation. Une politique qui délivre aussi, en substance, le message suivant : tant que Taipei ne franchira pas la ligne rouge tracée par la loi antisécession, le développement pacifique des relations entre les deux rives sera privilégié. Autrement dit, si la liqueur est peut-être nouvelle, Pékin a cependant eu des difficultés à trouver un flacon neuf.

54 . Voir Hubert Kilian, « Ma Ying-jeou déçoit Pékin », *China Analysis-Les Nouvelles de Chine*, numéro 15, octobre-septembre 2007.

LA PRESSE DE CE NUMÉRO

21 世纪经济报道, *21 Shiji jingji baodao*. Quotidien de Canton appartenant au groupe de presse Nanfang, il est considéré depuis sa création au début des années 2000 comme l'un des meilleurs journaux de la presse économique chinoise. Suite à des pressions politiques, il aurait cependant quelque peu perdu de son indépendance.

财经, *Caijing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Caijing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

第一财经, *Diyi caijing-China Business News* a été lancé en 2004 et est devenu célèbre pour avoir révélé un scandale impliquant l'entreprise taïwanaise Foxconn. Certains le considèrent comme celui des journaux chinois qui exerce le plus son sens critique. En cela, il a repris le flambeau du *21 Shiji jingji baodao*.

国际问题研究, *Guoji wenti yanjiu*. Revue académique bimensuelle du Chinese Institute for International Studies (CIIS), qui dépend du ministère des Affaires étrangères, elle publie des articles de fond sur les questions internationales et la politique extérieure chinoise.

国际展望, *Guoji zhanwang-World Outlook*. Bimensuel du Shanghai Institute for International Studies (SIIS) consacré aux questions stratégiques. Tout en reprenant régulièrement des analyses stratégiques publiées dans la presse américaine, il offre à ses lecteurs des points de vue techniques et stratégiques sur les relations internationales et les systèmes d'armement.

环球时报, *Huanqiu shibao-Global Times*. Ce quotidien publié à Pékin appartient au même groupe de presse que *Le Quotidien du peuple*, ; bien informé sur les questions internationales, il propose des analyses originales.

聯合報, *Lienhebao-United Daily*. Fondé en 1951, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage et affiche des positions politiques pro-Kuomintang dans une langue élégante et parfois recherchée.

南方都市报, *Nanfang dushibao*. Quotidien de Canton du groupe Nanfang, qui accorde une place importante aux actualités locales, tout en commentant l'actualité nationale.

南方周末, *Nanfang zhoumo* : Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 90 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

文匯報, *Wenweibo*. Dirigé par Zhang Guoliang, ancien secrétaire général de l'agence Xinhua et membre de la Commission consultative du peuple chinois, *Wenweibo* est l'un des principaux organes de propagande du régime à Hong Kong.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新新聞, *Xin xinwen-The Journalist*. Cet hebdomadaire taïwanais, qui se positionne depuis sa création en 1987 comme un bastion du libéralisme, a d'abord soutenu le Parti démocrate progressiste (DPP) avant de critiquer le gouvernement de Chen Shui-bian après l'alternance démocratique en 2000.

亞洲時報在線, *Yazhou shibao zaixian*. Version en chinois du désormais célèbre *Asia Times online*. Publié depuis Hong Kong exclusivement sur Internet, complètement indépendant de sa version anglaise, il ne publie que des analyses originales.

中国经济周刊, *Zhongguo jingji zhoukan*. Hebdomadaire économique du groupe de presse officiel du *Quotidien du peuple*, il cherche à « fournir des informations de référence pour les décideurs ».

中國時報, *Zhongguo shibao-China Post*. Fondé en 1950, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage. Il se situe au centre de l'échiquier politique, mais reste plus proche du Kuomintang que du gouvernement.

中国新闻周刊, *Zhongguo xinwen houkan*. Hebdomadaire publié à Pékin, il appartient au groupe de presse Xinhua.

中国证券网, *Zhongguo zhengquan wang*. Cette version électronique du quotidien 上海证券报, *Shanghai zhengquan bao-Shanghai Security News*, spécialisé dans les questions financières, est diffusée sur Internet et publiée par l'agence Xinhua.

China Analysis-Les Nouvelles de Chine
Bulletin électronique bimestriel
publié par **Asia Centre**
27, rue Damesme, 75013 Paris
chinaanalysis@centreasia.org

Directeur de la publication

François Godement

Éditeurs

Mathieu Duchâtel, Michal Meidan

Responsables éditoriaux

Politique intérieure : Michal Meidan

Économie : Thibaud Voïta

Affaires diplomatiques et stratégiques ;

Taiwan : Mathieu Duchâtel

Ont contribué à ce numéro :

Michaël Andréi, Valérie Demeure-Vallée,

Hubert Kilian, Pierre Nordmann,

Antoine Richard

Secrétaire de rédaction

Laurent Kahane

Diffusion

Rozenn Jouannigot

Remerciements

Françoise Nicolas, CEFC, Hong Kong